

Numéro d'enregistrement de la ROP : 074-18
Numéro de contrat SPAC : 35035-181804/001/CY
Date d'octroi du contrat : 26 novembre 2018
Date de livraison : 18 mars 2019
Coût du contrat : 218 920 \$ (taxes en sus)

Groupes de discussion – Hiver 2019

Deuxième cycle

Rapport final

Rédigé par :
Corporate Research Associates Inc.

Rédigé pour le compte du :
Bureau du Conseil privé

Ce rapport est aussi disponible en français.

Pour de plus amples renseignements sur le rapport, écrivez à :
por-rop@pco-bcp.ca



7071, Bayers Road, bureau 5001
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3L 2C2
www.cra.ca
1 888 414-1336

Canada 

Groupes de discussion – Hiver 2019 – Deuxième cycle

Rapport final

Préparé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Nom du fournisseur : Corporate Research Associates Inc.

Mars 2019

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats des groupes de discussion menés par Corporate Research Associates Inc. au nom du Bureau du Conseil privé. Le deuxième cycle de l'étude a compris en tout dix groupes de discussion composés de résidents du Canada de 18 à 74 ans et menés entre le 13 et le 26 février 2019.

This publication is also available in English under the title: Focus Groups – Winter 2019 – Second Cycle.

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite doit être obtenue au préalable du Bureau du Conseil privé. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec le Bureau du Conseil privé à l'adresse électronique por-rop@pco-bcp.ca ou à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa (Ontario) K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-177/2-2019F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-30473-1

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-074-18) :

Numéro de catalogue CP22-177/2-2019E-PDF (rapport final, anglais)

ISBN 978-0-660-30472-4

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2019

Table des matières

Page

Sommaire	1
Introduction.....	5
Méthodologie de recherche.....	7
Contexte de la recherche qualitative	8
Analyse détaillée	9
Rappel d'événements touchant le gouvernement	9
L'économie	10
Occasions économiques pour les jeunes	15
L'environnement	19
Garde côtière canadienne	25
Bannières de Service Canada	28

Annexes :

Annexe A – Questionnaire de recrutement

Annexe B – Guide de l'animateur

Sommaire

Corporate Research Associates Inc.

Numéro de contrat : 35035-181804/001/CY

Numéro d'enregistrement de la ROP : 074-18

Date d'octroi du contrat : le 26 novembre 2018

Coût du contrat : 218 920,00 \$ (taxes en sus)

Contexte et objectifs

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a retenu les services de Corporate Research Associates Inc. (CRA) afin d'entreprendre une recherche sur l'opinion publique au moyen de méthodes qualitatives, laquelle avait pour but d'explorer le point de vue d'adultes canadiens relativement aux événements actuels touchant le gouvernement fédéral. Les résultats de la recherche serviront à élaborer des stratégies et des produits de communication efficaces afin de veiller à ce que les communications avec la population canadienne au sujet d'enjeux importants demeurent claires et faciles à comprendre. L'étude était composée de trois cycles de groupes de discussion, un en janvier, un en février et un en mars 2019. Ce rapport présente les constatations du deuxième cycle de recherche. Plus précisément, le deuxième cycle avait pour objectif d'évaluer les opinions et les points de vue des gens au sujet de l'état de l'économie et du marché de l'emploi (à Kitchener et Saskatoon), des occasions économiques pour les jeunes (à Moncton, Vancouver Nord et Québec), de l'environnement (à tous les endroits), de la Garde côtière canadienne (à Moncton, Vancouver Nord et Québec) et de différents designs de bannières de Service Canada (à Kitchener et Saskatoon).

Dans le cadre du deuxième cycle, dix (10) groupes de discussion en personne ont été tenus du 13 au 26 février 2019. Deux des séances ont eu lieu en français à Québec (Québec), tandis que les autres étaient en anglais, au nombre de deux dans chacune des villes suivantes : Moncton (N.-B.), Saskatoon (Sask.), Kitchener (Ont.) et Vancouver Nord (C.-B.). Les participants étaient des résidents du Canada de 18 à 74 ans et l'on retrouvait dans chaque groupe un mélange de niveaux de scolarité, de revenus et de responsabilités parentales. À Saskatoon et à Kitchener, un groupe a été composé exclusivement d'hommes et un autre exclusivement de femmes. À Moncton, Vancouver Nord et Québec, un groupe a été composé exclusivement de personnes de 18 à 34 ans et un autre exclusivement de personnes de 35 ans et plus. Tous les participants habitaient dans leur marché respectif depuis au moins deux ans. 98 participants ont participé en tout à ce cycle de l'étude, tous groupes confondus.

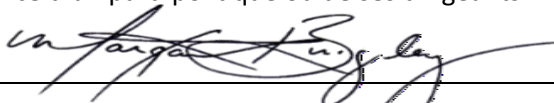
Le présent rapport présente les constatations de l'étude. Notons qu'il convient d'interpréter les résultats de la présente étude avec précaution, car les recherches qualitatives ne peuvent fournir qu'une idée générale d'une situation. Les résultats ne peuvent pas être extrapolés avec confiance à l'ensemble de la population étudiée.



Preuve de neutralité politique

À titre de cadre supérieur de Corporate Research Associates Inc., j’atteste que les résultats livrés sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la **Politique sur les communications et l’image de marque** et la **Directive sur la gestion des communications**. Plus précisément, les résultats attendus n’incluent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques ou les positions des partis, ou les cotes de performance d’un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature _____



Margaret Brigley, présidente-directrice générale et associée | Corporate Research Associates

Date : le 18 mars 2019

Principales constatations et conclusions

Vous trouverez dans la section suivante un résumé des principales constatations pour chacun des sujets ayant été abordés lors des **Groupes de discussion – Hiver 2019 – Deuxième cycle**.

L’économie et le marché de l’emploi (Kitchener et Saskatoon)

Aux yeux des participants, l’état de l’économie englobe plusieurs questions connexes, y compris l’emploi, le coût de la vie, le taux d’emploi, le produit intérieur brut, le niveau des salaires et l’embauche par les entreprises. Dans l’ensemble, les participants étaient d’avis que le gouvernement du Canada est capable d’avoir une incidence sur l’économie, principalement en finançant des domaines importants, en créant des programmes de soutien aux secteurs et par sa politique commerciale. Cela dit, les gens avaient l’impression que le gouvernement adoptait une approche économique réactive au lieu de faire des plans proactifs pour l’avenir. Notons qu’ils avaient l’impression que le marché de l’emploi était resté le même ou s’était dégradé au cours de l’année; ils étaient nombreux à estimer que le marché de l’emploi était faible. Pour ce qui est de l’avenir, les répondants de Saskatoon se sont dits optimistes, mentionnant différentes occasions dans divers secteurs. À Kitchener, l’optimisme était moins grand : on pensait même que le marché de l’emploi risquait de se dégrader au cours des cinq à dix prochaines années.

Les deux priorités en matière d’emploi ayant été mentionnées étaient, d’une part, la formation pour l’acquisition et le renouvellement des compétences, et, d’autre part, le fait que les salaires ne suivent pas l’augmentation du coût de la vie. Si l’intérêt était si fort pour les formations susmentionnées, c’est bien parce que les gens reconnaissent que les secteurs étaient en train de changer et que la plupart des pertes d’emploi avaient lieu dans les industries vues comme « anciennes ». Pour ce qui est des salaires et du coût de la vie, les participants ont remarqué une certaine augmentation du prix des loyers, des courses, des garderies et de l’enseignement, alors même que les salaires stagnent. Les participants estimaient que le gouvernement avait la possibilité d’agir pour ces questions, notamment par l’entremise de programmes d’aide au logement, des politiques de contrôle des loyers, l’augmentation du salaire minimum et le soutien à la diversification de l’économie.



Enfin, les participants n'avaient pas l'impression que le taux de chômage actuel dans leur ville (qui allait de 4 à 6 % pour Kitchener et Saskatoon) était exact ou qu'il reflétait bien la réalité. Effectivement, ils pensaient que le taux de chômage ne tenait pas compte de la qualité des emplois et que les citoyens étaient sous-employés et occupaient plusieurs emplois.

Occasions économiques pour les jeunes (Moncton; Vancouver Nord; Québec)

Dans l'ensemble, les jeunes résidents considèrent que la vie est plus difficile pour eux que pour les générations précédentes, notamment en ce qui a trait au coût de la vie, à l'accès à l'emploi, aux questions financières (y compris les dettes et l'accès au logement) et à la surcharge d'information provenant des technologies. Les participants plus âgés, de leur côté, avaient l'impression que la vie était plus simple pour les jeunes, car ils ont accès à l'éducation, de plus nombreux choix de carrière et un meilleur soutien parental. Notons toutefois que certains résidents âgés étaient conscients des défis que devaient relever les jeunes.

Dans les différents groupes, les avis étaient partagés quand on a demandé si le gouvernement du Canada accordait plus ou moins d'attention aux jeunes qu'aux plus âgés. Mis à part les subventions et programmes en matière d'enseignement, ainsi que le soutien offert aux jeunes familles, les participants n'ont pas pu mentionner d'autres initiatives spécifiques mises en place pour venir en aide aux jeunes.

Plusieurs des défis auxquels font face les jeunes ont été mentionnés, y compris l'emploi, le coût élevé de l'enseignement, les dettes et les faibles salaires. Les jeunes participants étaient d'avis que le gouvernement devait accorder la priorité aux approches qui aideraient à rendre la vie plus abordable, y compris en offrant du soutien pour les parents qui élèvent leurs enfants, pour acheter une première maison ainsi que pour alléger les dettes étudiantes.

Pour ce qui est de l'abordabilité du logement, l'un des défis principaux mentionnés était le coût élevé de la mise de fonds; les participants se sont dits favorables au développement d'un programme pour aider les gens à acheter leur première maison.

L'environnement (Moncton; Vancouver Nord; Kitchener; Québec; Saskatoon)

Plusieurs enjeux environnementaux sont venus immédiatement à l'esprit des participants, y compris le réchauffement et les changements climatiques, l'utilisation du plastique et la tarification du carbone. Ils ont mentionné deux mesures clés sur lesquelles le gouvernement fédéral devrait selon eux se concentrer : investir dans l'énergie propre et éliminer progressivement le charbon, ainsi que protéger nos océans, nos lacs et nos rivières contre la pollution plastique.

Les participants avaient remarqué que la météo et le climat avaient changé, avec notamment des conditions météorologiques extrêmes, des inondations, une baisse du niveau de l'eau, une météo instable en hiver, des hivers plus longs, des étés plus chauds, des changements touchant les animaux sauvages et une augmentation des feux de forêt. Ces changements ont touché directement les participants et leur impact a également donné lieu à une dégradation de la santé mentale, à une transformation des modes de vie, à des inondations dans certains endroits et à des répercussions sur les cultures.



Les gens s'entendaient pour dire que les Canadiens et Canadiennes devaient adapter leur mode de vie afin de réduire les émissions, mais ils avaient aussi l'impression que les sociétés devaient contribuer équitablement aux efforts. Certains avaient déjà apporté des changements à leur mode de vie, mais plusieurs facteurs leur compliquaient la tâche, dont les désagréments causés par ces changements, les habitudes déjà bien ancrées et les coûts.

Les participants avaient déjà entendu parler du plan du Canada consistant à fixer un prix à la pollution, mais ils n'en connaissaient pas vraiment les détails. Ils ne connaissaient pas très bien non plus l'incitatif à agir pour le climat.

Dans la plupart des villes, les participants étaient d'accord que le gouvernement devait jouer un rôle de chef de file en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques. Leur impression était que le Canada devait agir de façon responsable et démontrer ses capacités d'intendance aux autres pays.

La Garde côtière canadienne (Moncton; Vancouver Nord; Québec)

Dans ces trois villes, les participants ne connaissaient pas bien la Garde côtière canadienne. Les quelques points qui leur venaient immédiatement à l'esprit avaient à voir avec le mandat de l'organisation, notamment la sûreté, la protection et la sécurité. Ils considéraient toutefois que la Garde côtière joue un rôle essentiel dans la sécurité des océans et l'accès à ceux-ci. Les avis relatifs à l'efficacité de la gestion gouvernementale de la Garde côtière étaient partagés; de nombreux participants ont affirmé ne pas en savoir suffisamment pour formuler des commentaires pertinents.

Quand on leur a présenté les six priorités de la Garde côtière, la plus importante leur a semblé d'assurer la sécurité des Canadiens en mer. Les participants ont également dû choisir quelles devraient être selon eux les priorités d'investissement dans la Garde côtière. Deux sont ressorties du lot : entretenir et moderniser les navires existants, ainsi que recruter et accroître l'effectif de la Garde côtière.

Les participants ne connaissaient généralement pas bien la flotte de brise-glace et plusieurs se sont dits incapables de déterminer s'il fallait accorder la priorité ou non à cette flotte.

Les bannières de Service Canada (Kitchener et Saskatoon)

Quand on leur a présenté les trois nouvelles options possibles pour les bannières de Service Canada, les participants ont généralement affirmé que le concept C (celui rouge et blanc avec quelques symboles) leur semblait le meilleur, car il donnait une représentation moderne du travail de l'organisme. Le concept A (rouge et blanc avec un grand bloc de couleur, mais sans images), pour sa part, suivait fidèlement la réputation actuelle de Service Canada et son message était clair et net. Bien que les participants aient aussi aimé le concept B, qui comportait plusieurs symboles de différentes couleurs, ils étaient d'avis qu'il ne communiquait pas clairement l'objectif de Service Canada, qui était d'indiquer où se trouvent ses représentants. De plus, ce concept leur a semblé s'éloigner considérablement des communications habituelles de Service Canada.



Aucun des concepts n’a vraiment déplu, mais les participants ont tout de même mentionné quelques petits problèmes : ils auraient notamment voulu que le logo de Service Canada et le drapeau soient plus visibles. Le symbole de géomarque a également prêté à confusion. D’autres symboles n’ont pas non plus été compris; on a mentionné qu’il faudrait clarifier les liens qui existent entre ces symboles et ce que propose Service Canada. Cela dit, étant donné leur grande diversité, ils parvenaient bien à représenter l’ensemble de la population du pays.

Parmi les deux slogans qui ont été présentés, les participants ont préféré « Ici pour vous » à « Au service des gens », car il leur a semblé simple, clair et accueillant.

Ils ont également préféré voir l’adresse URL « Canada.ca », une solution simple et mémorable. La plupart d’entre eux auraient toutefois recours à un moteur de recherche pour trouver l’information nécessaire.

Introduction

Afin de mieux fournir conseils et soutien au gouvernement du Canada, au greffier du Bureau du Conseil privé (BCP) et aux ministères et organismes en ce qui a trait aux communications et aux consultations, le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a retenu les services de Corporate Research Associates Inc. (CRA) en vue d’entreprendre une recherche sur l’opinion publique au moyen de méthodes qualitatives.

Le principal objectif de cette recherche est d’explorer le point de vue d’adultes canadiens relativement aux événements actuels afin de déterminer quelle est l’opinion publique face à ces enjeux. Les résultats de la recherche serviront à élaborer des stratégies et des produits de communication efficaces afin de veiller à ce que les communications avec la population canadienne au sujet d’enjeux importants demeurent claires et faciles à comprendre.

Les objectifs de recherche suivants s’appliquent au deuxième cycle de l’étude :

- évaluer les opinions générales au sujet de la situation économique et du marché de l’emploi, et déterminer les points auxquels le gouvernement doit consacrer son attention;
- examiner les opinions au sujet de l’environnement, notamment l’augmentation des émissions de gaz à effet de serre, et déterminer les points auxquels le gouvernement doit consacrer son attention;
- évaluer ce que pensent les gens de la Garde côtière canadienne et déterminer les points auxquels le gouvernement doit consacrer son attention;
- examiner les opinions à l’égard des enjeux importants pour les jeunes et définir les priorités;
- évaluer les réactions aux trois différents designs possibles pour les bannières de Service Canada.



Le présent rapport présente les constatations du deuxième cycle de la recherche. On y retrouve un résumé global, la description de la méthodologie employée, les constatations détaillées tirées des groupes de discussion ainsi que les conclusions obtenues par l'analyse desdites constatations. Les documents de travail (questionnaire de recrutement et guide de l'animateur) sont joints en annexe.



Méthodologie de recherche

Publics cibles

Les participants étaient des résidents canadiens de 18 à 74 ans qui habitaient leur marché respectif depuis au moins deux ans. Chaque groupe de discussion était composé de gens de différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et revenus familiaux, et il y avait dans chacun de quatre à six participants qui avaient des enfants à la maison.

Approche de recherche

En tout, dix (10) groupes de discussion classiques (en personne) ont été menés à Vancouver Nord, en Colombie-Britannique (le 13 février 2019), à Moncton, au Nouveau-Brunswick (le 19 février 2019), à Québec, au Québec (le 19 février 2019), à Kitchener, en Ontario (le 20 février 2019), et à Saskatoon, en Saskatchewan (le 26 février 2019). À Moncton, Vancouver Nord et Québec, un groupe était composé exclusivement de personnes de 18 à 34 ans et un autre exclusivement de personnes de 35 ans et plus. À Saskatoon et Kitchener, un groupe était composé exclusivement d'hommes et un autre exclusivement de femmes. Les groupes à Québec ont été tenus en français, tandis que les discussions dans tous les autres lieux se sont déroulées en anglais.

En tout, 12 participants ont été recrutés pour chaque groupe de discussion; l'objectif était d'avoir entre 8 et 10 participants présents. Dans tous les sites confondus, 98 participants ont finalement participé aux discussions. Comme c'est habituellement le cas sur le marché, les participants ont reçu une rémunération de 100 \$ en guise de remerciement pour avoir donné de leur temps. Chacune des discussions de groupe a duré deux heures.

Voici un résumé de la participation dans chacune des villes :

Ville	Langue	Date	Public	Heure	Nombre de participants
Vancouver Nord (C.-B.)	Anglais	13 février 2019	De 18 à 34 ans	17 h 30	10
			35 ans et plus	20 h	10
Moncton (N.-B.)	Anglais	13 février 2019	De 18 à 34 ans	17 h 30	9
			35 ans et plus	20 h	10
Québec (Québec)	Français	19 février 2019	De 18 à 34 ans	17 h 30	10
			35 ans et plus	20 h	10
Kitchener (Ontario)	Anglais	20 février 2019	Femmes	17 h 30	9
			Hommes	20 h	10
Saskatoon (Sask.)	Anglais	26 février 2019	Femmes	17 h 30	10
			Hommes	20 h	10
Nombre total de participants :					98



Le recrutement des participants a été effectué conformément aux lignes directrices de l'industrie et aux critères de recrutement du gouvernement du Canada. Il a été fait à l'aide de panels qualitatifs stockés sur des serveurs canadiens, avec des appels de suivi pour confirmer les détails fournis et pour garantir l'atteinte des quotas. Un appel de confirmation supplémentaire a été effectué environ une journée avant chacune des rencontres des groupes de discussion. Les participants devaient aussi signer un formulaire de consentement à leur arrivée dans le groupe de discussion. Dans chaque lieu de rencontre, les participants devaient présenter une pièce d'identité pour confirmer leur identité.

Contexte de la recherche qualitative

Les discussions qualitatives consistent en des discussions informelles et non menaçantes dirigées par un animateur, et regroupent des participants présentant des caractéristiques, des habitudes et des attitudes jugées pertinentes dans le contexte du sujet traité. Les discussions qualitatives individuelles ou en groupe ont pour avantage principal de permettre la réalisation d'une enquête fouillée auprès des participants admissibles relativement aux habitudes comportementales, aux habitudes d'utilisation, aux perceptions et aux attitudes par rapport au sujet traité. La discussion de groupe offre toute la souplesse requise pour explorer d'autres aspects de la question qui peuvent être pertinents pour l'enquête. Une étude qualitative permet de mieux comprendre un segment, car les participants peuvent exprimer leurs opinions ou leurs sentiments dans leurs propres mots avec toute la passion qui les anime. Les techniques qualitatives sont utilisées lors d'études de marché dans le but de donner une orientation et une compréhension approfondie du marché, plutôt que de fournir des données quantitatives précises ou des mesures absolues. Pour cette raison, leurs résultats ne servent qu'à donner une orientation et ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population étudiée.



Analyse détaillée

La section suivante fournit un aperçu des constatations tirées des groupes de discussion.

Rappel d'événements touchant le gouvernement

Pour commencer, on a demandé aux participants de toutes les villes de décrire brièvement ce qu'ils avaient vu, entendu ou lu dernièrement au sujet du gouvernement du Canada. Partout, les actualités dont ils se souvenaient le plus étaient à propos du pipeline Trans Mountain (surtout la confusion, la controverse et le manque de confiance et de transparence à cet égard), l'affaire SNC-Lavalin et la légalisation du cannabis.

À Vancouver Nord, SNC-Lavalin a été la première nouvelle mentionnée dans chacun des groupes, mais la question du pipeline était celle qui les intéressait le plus. L'affaire Huawei a également été mentionnée, tout comme la marche commémorative annuelle en hommage aux femmes disparues et assassinées, qui a eu lieu la même semaine que l'un des groupes. La tarification du carbone ainsi que certains conflits judiciaires et politiques ont aussi été mentionnés.

À Moncton, les premières remarques portaient aussi sur SNC-Lavalin. Il y a également eu mention d'enjeux relatifs au commerce et à l'ALENA, de pipelines et de tarification du carbone. Certains participants ont parlé d'enjeux provinciaux au lieu de fédéraux, comme les Jeux de la Francophonie et la fracturation hydraulique.

À Québec, il a également été question des discussions entre les gouvernements provincial et fédéral au sujet de l'immigration, des discussions récentes au sujet de la fusion possible des processus de déclaration de revenus fédéraux et provinciaux (comme c'est le cas dans les autres provinces), ainsi que des Canadiens détenus en Chine.

À Kitchener, les participants ont parlé d'enjeux provinciaux plus que fédéraux; il a notamment été question de la controverse entourant la nomination du chef de la police de Toronto et des révisions apportées au programme-cadre d'éducation sexuelle. D'autres sujets encore ont été mentionnés, y compris une subvention pour les initiatives durables, la détention de Canadiens en Chine, la demande de financement pour moderniser l'infrastructure de VIA Rail, l'ACEUM et les tarifs sur les exportations canadiennes aux États-Unis.

À Saskatoon, les participants ont eux aussi mentionné l'affaire SNC-Lavalin et l'ex-procureure générale, les élections partielles fédérales récentes, la Loi sur les langues autochtones, la famille syrienne d'Halifax ayant obtenu de l'aide du gouvernement fédéral pour les visas de proches, la réconciliation et l'affaire Huawei.



L'économie

À Kitchener et à Saskatoon, les participants ont dû dire ce qu'ils pensaient de l'état de l'économie et du marché du travail.

La situation économique

Plusieurs points ont été pris en considération pour l'évaluation de la situation économique, y compris l'emploi, le coût de la vie et le taux d'emploi. Dans l'ensemble, les participants estimaient que le gouvernement pouvait avoir un impact sur l'état de l'économie.

Dans toutes les villes, les participants ont dû commencer par décrire quels étaient les domaines qu'il fallait prendre en considération quand on souhaitait évaluer l'état de l'économie. En général, ils étaient d'avis que l'économie englobait à la fois l'emploi, le coût de la vie, le taux d'emploi, le produit intérieur brut, le niveau des salaires et l'embauche par les entreprises. Quelques participants de Kitchener ont aussi mentionné que les taux hypothécaires pouvaient être utilisés comme indicateurs de la santé de l'économie, de même que l'abordabilité du logement en général. Le taux de change du dollar canadien (notamment par rapport au dollar américain) et le taux d'inflation ont également été mentionnés par quelques personnes de cette ville.

Aux yeux des participants, une « bonne » économie est caractérisée par un taux d'emploi élevé, des dépenses de consommation élevées, un environnement solide pour la vente (notamment la prospérité des petites entreprises), des dépenses accrues en infrastructure (notamment les écoles et les hôpitaux), un coût élevé du logement et un coût élevé de la vie. À Kitchener, on a également mentionné une augmentation de la construction en général (p. ex., de logements), de programmes sociaux meilleurs et plus nombreux, ainsi que d'une population généralement plus heureuse. À Saskatoon, les participants ont parlé d'un faible taux d'imposition, d'un bas prix de l'essence, d'une augmentation des régimes de retraite et d'un recours réduit aux banques alimentaires.

Dans les deux villes, une « mauvaise » économie était caractérisée dans l'ensemble par un taux de chômage élevé, des compressions de personnel et de faibles salaires. À Kitchener, plusieurs autres signes d'une mauvaise économie ont été mentionnés, dont la réduction des subventions et programmes gouvernementaux, les taux d'intérêt élevés, l'endettement personnel élevé, l'augmentation du taux d'itinérance, les coupures dans les transports en commun et les programmes sociaux (y compris la réduction du nombre de logements publics), la réduction du prix de l'essence et l'augmentation du prix des marchandises. À Saskatoon, les participants ont affirmé qu'on pouvait reconnaître une mauvaise économie à un recours accru aux banques alimentaires, à un fossé grandissant entre les classes (p. ex., fermeture d'épiceries dans les quartiers pauvres), à une dégradation de la santé mentale, à un taux de criminalité élevé, à un taux de pauvreté accru, à la corruption et au faible prix des marchandises.

Dans l'ensemble, les participants avaient l'impression que le gouvernement était capable d'influencer l'économie à divers degrés, principalement avec la façon dont il oriente le financement vers différentes priorités. En outre, ceux de Saskatoon étaient d'avis qu'il pouvait lancer différentes initiatives efficaces,



y compris en apportant des changements à sa politique étrangère ou au commerce international, en accordant des mesures incitatives aux sociétés et aux personnes qui suivent des formations ou qui travaillent dans certains secteurs, de même qu'en faisant la gestion et le commerce des ressources naturelles. Ceux de Kitchener, de leur côté, n'ont pas eu autant d'idées, mais ils ont tout de même mentionné la gestion des taux d'intérêt et le financement accru des petites entreprises.

Dans les deux villes, certains participants ont dit avoir l'impression que le gouvernement mettait en œuvre certaines de ces mesures, mais l'impression générale était que le gouvernement est plus du genre à réagir aux événements qu'à planifier proactivement pour l'avenir. Ainsi, à Saskatoon, il a été question de la fusillade de 2018 à La Loche (Sask.), un incident qui aurait pu être évité si le gouvernement avait investi dans la formation professionnelle des jeunes. À Kitchener, quelques participants se souvenaient d'anciens programmes de soutien à l'éducation des adultes, lesquels n'étaient plus offerts aujourd'hui. Pour ce qui est des initiatives récentes du gouvernement en soutien à l'économie, on a mentionné les subventions à différentes sociétés comme Road Track et GM, les subventions de création d'emploi, les remboursements d'impôt pour les petites entreprises de TI et les investissements pour l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire.

Marché de l'emploi

À quelques exceptions près, les Canadiens avaient des craintes face au marché de l'emploi; ils croyaient que celui-ci s'était dégradé dernièrement, mais gardaient toutefois espoir pour l'avenir.

Quand on leur a posé des questions sur l'état actuel du marché de l'emploi, les participants de Saskatoon et de Kitchener étaient partagés; leur avis dépendait beaucoup du secteur dans lequel ils travaillaient. Ils étaient nombreux à penser que le marché de l'emploi était mal portant et que bien des gens étaient stressés, surtout que l'on parlait beaucoup dans les médias (et entre les gens) d'importantes mises à pied ayant récemment eu lieu. De plus, certains ont mentionné que certaines personnes devaient avoir plusieurs emplois à temps partiel pour arriver à faire face au coût croissant de la vie. Quelques-uns ont dit qu'il fallait un diplôme et de l'expérience pour décrocher un emploi, et que la concurrence était forte, même pour obtenir un poste n'offrant qu'un salaire peu élevé. Ils avaient aussi l'impression qu'il y avait surtout des postes sur contrat ou à temps partiel, lesquels n'offraient pas autant d'avantages sociaux que les emplois à temps plein. Par comparaison, d'autres participants (surtout les jeunes et ceux en TI ou dans le secteur agricole) pensaient que le marché de l'emploi était solide et même en croissance, et qu'il présentait de nombreuses possibilités.

À Kitchener, on a mentionné qu'en plus des changements qui avaient touché les conditions de travail, l'écart entre les salaires semblait avoir augmenté : à leurs yeux, la plupart des emplois étaient à salaire minimum ou à salaire très élevé (mais exigeant des compétences avancées et de l'expérience), avec peu de postes entre les deux. Ensemble, ces différentes conditions (plus d'emplois à temps partiel ou sur contrat, salaires plus faibles, heures de travail moins nombreuses) ont souvent été décrites comme créant une situation de sous-emploi.



Pendant les discussions, les participants ont également dû comparer le marché actuel de l'emploi à celui de l'année précédente. Dans les deux villes, ils étaient d'avis que le marché était soit resté le même, soit s'était dégradé. Cela dit, l'opinion des participants de Saskatoon n'était pas très marquée, car ils ont dit avoir de la difficulté à se faire une idée face aux nouvelles contradictoires qu'ils entendaient et aux différentes situations complexes qu'ils constataient, comme la demande dans certains secteurs et l'exode vers l'Alberta pour trouver du travail. Il a également été mentionné que le marché de l'emploi était bien pire pour les Premières Nations qui vivaient dans les réserves que pour la population en général, leur taux de chômage étant incroyablement élevé. À Kitchener, les gens étaient d'avis que la situation s'était améliorée dans le secteur des TI, mais empirée dans les autres secteurs, notamment la fabrication et le service. Plusieurs pensaient également que le marché de l'emploi dans son ensemble était en train de se transformer (sans nécessairement qu'il y ait dégradation ou amélioration), et qu'il fallait donc que la main-d'œuvre soit capable de s'adapter et qu'il y ait constamment perfectionnement des compétences.

Quand on leur a demandé de faire une comparaison en remontant plus loin encore en arrière, les avis étaient encore une fois partagés : certains voyaient davantage de possibilités aujourd'hui, particulièrement dans les secteurs de la construction, des TI et de l'agriculture, tandis que d'autres constataient une augmentation du chômage et un nombre réduit de bons emplois à temps plein. À Kitchener, les participants ont mentionné que la présence accrue de l'automatisation créait un grand besoin de perfectionnement des compétences et qu'en restant longtemps dans la main-d'œuvre, les baby-boomers avaient causé une pénurie d'emploi pour les plus jeunes. De plus, ils ont affirmé que les augmentations de salaire des cinq à dix dernières années n'avaient pas été à la hauteur de l'augmentation du coût de la vie.

Pour ce qui est de l'avenir, les participants de Saskatoon avaient généralement bon espoir : ils ont mentionné les possibilités que l'on trouvait dans le secteur des technologies, de l'automatisation et des TI, ainsi que dans de nouveaux secteurs comme le cannabis. Cela dit, ils avaient aussi plusieurs préoccupations relatives à l'avenir de l'économie et des occasions d'emploi, y compris en ce qui a trait à l'abordabilité du logement, à l'augmentation du coût de la vie, à l'automatisation (qui crée une perte d'emplois) et aux situations politiques internationales (y compris aux É.-U.) susceptibles de nuire au marché canadien.

À Kitchener, les participants étaient plus pessimistes encore; la majorité d'entre eux étaient d'avis que le marché de l'emploi allait continuer à se dégrader au cours des cinq à dix prochaines années, sauf dans le secteur des TI, qui allait probablement poursuivre son expansion. Ils étaient d'avis que les problèmes actuels – emplois à faible salaire, emplois à temps partiel ou temporaires, besoin constant de perfectionnement des compétences, augmentation de l'automatisation, réduction des avantages sociaux et stabilité inférieure de l'emploi – n'allaient pas disparaître de sitôt.



Priorités gouvernementales concernant le marché de l'emploi

Les priorités les plus urgentes pour ce qui est du marché de l'emploi sont la formation pour l'acquisition et le renouvellement de compétences, d'une part, et le salaire qui ne suit pas l'augmentation du coût de la vie. La sécurité d'emploi a également été mentionnée, quoique dans une moindre mesure.

Tous les participants de Kitchener et de Saskatoon ont reçu une liste de sept enjeux liés à l'emploi; ils devaient choisir les deux auxquels le gouvernement du Canada devait selon eux accorder la priorité. Voici les enjeux présentés aux participants :

- Diminution du nombre d'emplois
- Sécurité d'emploi
- Manque d'emplois
- Manque d'occasions d'emploi pour les jeunes
- Manque d'occasions d'avancement professionnel
- Formation pour l'acquisition et le renouvellement de compétences
- Les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie

Dans les deux villes, les participants ont choisi les deux mêmes priorités : la ***formation pour l'acquisition et le renouvellement de compétences*** ainsi que ***les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie***. Si l'intérêt était si fort pour les formations susmentionnées, c'est parce que les gens reconnaissaient que les secteurs étaient en train de changer et que la plupart des pertes d'emploi avaient lieu dans les industries vues comme « anciennes »; à leurs yeux, il faut alors former les travailleurs dans les secteurs qui connaissent une croissance de l'emploi. De plus, les participants avaient l'impression que l'augmentation de l'automatisation et la prévalence de l'intelligence artificielle nécessitaient que la main-d'œuvre se sente à l'aise avec les ordinateurs et la technologie en général. Ils reconnaissaient également qu'il y avait des lacunes dans le système d'éducation actuel, qui ne donnait pas aux jeunes les compétences dont ils avaient besoin pour les secteurs comptant beaucoup d'emplois, comme celui des TI. Les participants de Kitchener ont suggéré que le gouvernement finance davantage le perfectionnement des compétences afin de remédier à cette situation.

Le fait que les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie a également été souligné, car les participants constataient une augmentation du prix des loyers, des courses, des garderies et de l'enseignement, tandis que les salaires stagnaient. À Kitchener, les gens avaient l'impression que le gouvernement pouvait agir à cet égard de diverses manières, par exemple à l'aide de programmes d'aide au logement, de politiques de contrôle des loyers, de l'augmentation du salaire minimum et du soutien à la diversification de l'économie.

Toujours à Kitchener, la ***sécurité d'emploi*** a également été mentionnée comme priorité importante par de nombreux participants des deux groupes. Ceux-ci étaient d'avis que les emplois étaient moins permanents et moins stables qu'avant, ce qui compliquait la sécurité d'emploi et créait un certain sentiment d'insécurité au sein de la main-d'œuvre. Il s'agissait donc d'un enjeu qu'il fallait selon eux



aborder, car la sécurité d'emploi est la clé de la sécurité financière, qui elle-même mène à une augmentation des dépenses à long et à court terme, et ainsi à une vigueur accrue de l'économie. Ils ont mentionné par exemple que sans sécurité d'emploi, les consommateurs avaient peu de chances de demander un prêt ou une hypothèque.

Plusieurs autres sujets ont été mentionnés comme prioritaires, quoique par un nombre inférieur de participants; c'était le cas de la diminution du nombre d'emplois, du manque d'occasions d'emploi pour les jeunes et du manque d'occasions d'avancement professionnel. Notons finalement qu'à Kitchener, personne n'était d'avis que le manque d'emplois était un enjeu qu'il fallait aborder d'urgence; à Saskatoon, rares étaient ceux qui le pensaient.

Taux de chômage

Les participants étaient d'avis que le taux de chômage brossait un portrait inexact de la santé du marché de l'emploi, notamment en ce qui a trait à la qualité et à la durabilité des emplois.

À Saskatoon, les femmes qui participaient à l'étude estimaient que le taux de chômage actuel était faible (p. ex., environ 4 %), tandis que les hommes pensaient qu'il était plus élevé, quelque part entre 7 et 11 pour cent. Les participants reconnaissaient qu'il pouvait y avoir d'importants écarts dans ce taux de part et d'autre du pays; malgré les mises à pied qui avaient été annoncées récemment, ils étaient nombreux à Saskatoon à penser que le marché de l'emploi y était plus solide qu'ailleurs au Canada. À Kitchener, les gens estimaient que le taux de chômage se trouvait entre 4 et 6 pour cent; seuls quelques-uns ont cru qu'il était d'environ 10 pour cent.

Quand on leur a dit quel était le véritable taux (5,6 %), les participants de Saskatoon étaient étonnés et ont fait preuve de cynisme. Ils étaient nombreux à ne pas croire ce chiffre ou à penser qu'il ne reflétait pas la réalité. À Kitchener, ils n'étaient pas surpris, mais pensaient tout de même que ce chiffre ne dressait pas un portrait exact de la situation du marché de l'emploi. Plus précisément, dans les deux villes, les gens ont affirmé que le taux ne tenait compte ni de la qualité des emplois ni des gens sous-employés, qui devaient avoir plusieurs emplois à temps partiel. À leurs yeux, ce chiffre ne disait rien de la précarité du travail et ne suffisait donc pas à bien illustrer l'état de l'emploi. De nombreux participants n'arrivaient pas à croire qu'il s'agissait du meilleur taux des 40 dernières années et, pour cette raison, ils voulaient qu'on leur explique comment ce chiffre était calculé.



Occasions économiques pour les jeunes

À Moncton, Vancouver Nord et Québec, les participants ont dû formuler des commentaires sur différents sujets liés aux occasions économiques dont jouissent les jeunes.

La situation des jeunes

Les jeunes ont l'impression que plusieurs facteurs (principalement de nature financière) leur rendent la vie plus difficile, par comparaison aux générations précédentes.

Les participants devaient dire si, à leur avis, les jeunes Canadiens avaient une situation plus facile ou plus difficile que les générations précédentes. Les jeunes étaient généralement d'avis que la vie était moins facile pour eux, entre autres car le coût de la vie était plus élevé, car il était plus difficile d'avoir accès à un bon emploi après avoir obtenu son diplôme, car ils vivaient un stress accru en matière d'engagements financiers (gestion des dettes et accès au logement) et car ils devaient gérer plus d'information plus rapidement, une source de stress supplémentaire. Il a également été question de la hausse du taux de suicide et du nombre de problèmes de santé mentale, et ce, même si la situation des jeunes pourrait sembler plus facile aux yeux de certains. Par opposition, quelques participants âgés pensaient que les jeunes avaient une situation plus facile que les générations plus anciennes, car ils jouissaient d'un accès accru à l'éducation, à davantage de choix de carrière et à un meilleur soutien parental quand ils devenaient adultes. Notons aussi que dans les deux groupes d'âge de Vancouver Nord, les participants reconnaissaient que l'accès à la technologie facilitait l'obtention d'information et l'éducation. À Moncton, on a mentionné que l'accès à la technologie ne rendait pas nécessairement la vie des jeunes plus facile, car il réduisait le nombre d'interactions et rendait parfois les choses plus compliquées. Cela dit, les participants du groupe âgé reconnaissaient que les jeunes avaient des revenus moins élevés et qu'ils allaient devoir porter un lourd fardeau financier afin de couvrir le coût des services publics fournis à une population vieillissante (notamment les coûts de la santé).

Dans les différents groupes, les avis étaient partagés quand on a demandé si le gouvernement du Canada accordait plus ou moins d'attention aux jeunes qu'aux plus âgés. Mis à part les subventions et programmes en matière d'enseignement (p. ex., Katimavik, le remboursement des prêts étudiants et le soutien pédagogique en vue de métiers spécialisés), ainsi que le soutien offert aux jeunes familles, les participants n'ont pas su mentionner d'initiatives spécifiques mises en place pour venir en aide aux gens de 18 à 34 ans. À Québec, ceux de 35 ans et plus ont mentionné que le gouvernement semblait avoir accordé plus d'attention aux plus jeunes et aux plus âgés, ce qui faisait en sorte que la génération de 35 à 54 ans jouissait par comparaison de moins d'avantages. À Moncton, on a affirmé que les avantages fiscaux visaient principalement la classe moyenne et ne venaient pas en aide aux plus jeunes. Dans cette même ville, le groupe âgé a également souligné que les exemptions fiscales visaient généralement les personnes âgées. À Vancouver Nord, les participants du groupe le plus jeune ont dit avoir l'impression que le gouvernement leur accordait peu d'attention étant donné qu'ils n'avaient que peu d'argent et d'influence. Le groupe âgé de cette ville pensait également que les jeunes recevaient moins d'attention, mais l'expliquait principalement par le fait que ce groupe s'implique peu.



Défis et occasions des jeunes

Les plus grands défis que les jeunes doivent relever sont l'emploi, le coût élevé des études (et les dettes qui en découlent) et leur impression de ne jamais pouvoir devenir un jour propriétaire de leur propre logement.

Les participants de 18 à 34 ans ont dû répondre à quelques questions supplémentaires au sujet des défis et des occasions auxquels les jeunes doivent faire face aujourd'hui. Quand on leur a demandé quels sont les plus grands défis que doivent relever les jeunes Canadiens de nos jours, ils ont systématiquement mentionné l'emploi, le coût élevé de l'éducation, les importantes dettes d'études et le faible salaire des emplois de premier échelon. À Vancouver Nord, quelques personnes ont aussi mentionné l'impossibilité d'épargner en vue de la retraite, les craintes associées à l'impact des changements climatiques et la reconnaissance universelle du fait qu'il leur sera impossible d'entrer dans le marché du logement étant donné ses coûts trop élevés. À Moncton, il a également été question de problèmes de santé mentale et de dépression, et de manque de conciliation travail-vie personnelle en raison de la nécessité d'avoir plusieurs emplois.

On a présenté aux participants une liste de certaines mesures que le gouvernement pourrait prendre pour aider les jeunes; ils devaient mentionner lesquelles étaient prioritaires selon eux. Les mesures proposées étaient les suivantes :

- Créer des emplois pour les étudiants afin qu'ils puissent acquérir une expérience professionnelle
- Aider les jeunes familles à supporter le coût d'élever des enfants
- Augmentation des programmes de formation professionnelle et d'apprentissage
- Rendre plus abordable pour les gens d'acheter leur première maison
- Soulager la dette des étudiants
- Renforcer le Régime de pensions du Canada pour aider les gens à épargner en vue de leur retraite

Parmi les six mesures qui leur étaient présentées, les jeunes ont accordé davantage d'importance à celles qui pourraient leur rendre la vie plus abordable : leurs priorités étaient aider les jeunes familles à supporter le coût d'élever des enfants, rendre plus abordable pour les gens d'acheter leur première maison et soulager la dette des étudiants.

À Vancouver Nord et à Québec, de même que, mais dans une moindre mesure, à Moncton, les participants étaient d'avis qu'il fallait accorder davantage d'attention à ***aider les jeunes familles à supporter le coût d'élever des enfants***. Plusieurs actions concrètes ont été suggérées à cet effet, par exemple la subvention des services de garde, la subvention des activités sportives pour enfants (ou l'octroi de crédits d'impôt à cet effet), la collaboration avec les employeurs au sujet des heures de travail, l'offre de congés supplémentaires aux parents et le remboursement de prêts étudiants.



Les participants étaient également d'avis qu'il faudrait déployer davantage d'efforts pour **rendre plus abordable pour les gens d'acheter leur première maison** afin de venir en aide aux jeunes. Le coût élevé des maisons était perçu comme prohibitif par la plupart des participants, surtout à Vancouver Nord et Québec. Parmi les solutions proposées pour améliorer la situation, il a été question d'offrir un meilleur soutien financier aux jeunes dans le cadre du programme scolaire, de faciliter l'accès à la propriété pour les jeunes et de créer des programmes pour appuyer l'achat d'une première maison. À Vancouver Nord, certains ont suggéré de mettre au point un programme de logement abordable à prix réglementés, en plus de réglementer l'acquisition de propriétés par des acheteurs étrangers. Les participants de Moncton ont affirmé qu'il était impossible d'épargner un montant suffisant pour faire une mise de fonds en vue de l'achat d'une maison et qu'en plus on oubliait souvent les autres coûts afférents à un tel achat, comme les frais de notaire et d'inspection.

Soulager la dette des étudiants était une priorité fréquemment mentionnée à Moncton, mais moins à Vancouver Nord et à Québec. Les participants étaient d'avis que le meilleur moment pour soulager leur dette serait juste après l'obtention des diplômes, au moment où ils tentent de décrocher un emploi permanent. À ce titre, plusieurs mesures possibles ont été recommandées, y compris prolonger la période de remboursement et permettre une pause juste après l'obtention des diplômes, tant que l'étudiant n'a pas pu décrocher un emploi permanent.

D'autres points proposés ont également été jugés importants, quoi que pas dans la même mesure que ceux mentionnés ci-dessus. L'approche consistant à **créer des emplois pour les étudiants afin qu'ils puissent acquérir une expérience professionnelle** était perçue comme importante pour aider les jeunes à obtenir l'expérience nécessaire pour obtenir des emplois à salaire élevé en début de carrière, ce qui leur permettrait de commencer leur vie du bon pied financièrement parlant. Certaines recommandations ont été formulées à ce titre, y compris fournir des subventions aux entreprises qui embauchent des étudiants et faire la promotion des programmes coop comme expériences de travail pertinentes.

L'augmentation des programmes de formation professionnelle et d'apprentissage était considérée comme importante si l'on souhaitait s'assurer que les jeunes continuent à s'adapter au milieu de travail changeant, surtout quand on considère que le rôle de la technologie est constamment en train de changer. Plusieurs personnes ont également suggéré au gouvernement de commanditer des apprentissages et de subventionner des formations. Les participants de Moncton ont souligné que les métiers spécialisés étaient particulièrement importants, car il y a beaucoup de travailleurs âgés qui devront être remplacés par d'autres plus jeunes ayant reçu la formation nécessaire.

Quelques jeunes de chacune des villes ont jugé important de **renforcer le Régime de pensions du Canada pour aider les gens à épargner en vue de leur retraite**, car ils considéraient que les jeunes (y compris les jeunes familles) avaient de la difficulté à épargner en raison de leurs responsabilités financières.



Abordabilité du logement pour les jeunes

La mise de fonds est l'un des défis les plus importants dans le domaine de l'abordabilité du logement.

Les participants de 18 à 34 ans ont reçu une liste de cinq problèmes liés à l'abordabilité des logements; ils devaient dire lesquels étaient les plus importants parmi ceux-ci. Voici les problèmes qui leur ont été présentés :

- Les acheteurs étrangers achètent des maisons dans lesquelles ils ne comptent pas habiter, ce qui fait monter les prix
- Les investisseurs achètent des maisons et les retapent (revendent) sans y vivre, ce qui fait monter les prix
- Le coût élevé d'un versement initial
- Le coût élevé des paiements hypothécaires
- Le manque de logements

Dans toutes les villes, ***le coût élevé d'un versement initial*** (mise de fonds) a été considéré comme l'un des plus grands défis que doivent relever les jeunes d'aujourd'hui en matière de logement. Plus précisément, ils reconnaissent qu'il est difficile et qu'il faut beaucoup de temps pour épargner assez d'argent en vue de ce paiement, surtout étant donné la hausse du prix du logement.

Les participants de Vancouver Nord et de Moncton ont également mentionné la hausse des coûts du logement découlant des ***acheteurs étrangers qui achètent des maisons dans lesquelles ils ne comptent pas habiter*** et des ***investisseurs qui achètent des maisons et les retapent (revendent) sans y vivre*** comme autre obstacle à la propriété pour leur génération. C'est à Québec que le coût élevé des paiements hypothécaires a été mentionné le plus souvent.

Enfin, dans toutes les villes, ***le manque de logements*** n'était pas considéré comme un problème majeur par comparaison à tous les autres qui étaient indiqués. Cela dit, les participants de Québec ont affirmé que même si, de façon générale, on ne manquait pas de logement, il y avait un manque d'options de logement abordable, surtout pour les jeunes. À Moncton, on a affirmé qu'il manquait de logements convenables pour les jeunes.

Les jeunes étaient d'avis que le gouvernement pouvait élaborer des politiques et des programmes pour favoriser l'accès à la propriété pour les jeunes, mais à Québec, peu d'exemples ont été donnés. Les participants de Moncton n'ont pas suggéré de mesures gouvernementales concrètes, mais ils ont souligné à quel point il était difficile d'épargner pour une mise de fonds; ils indiquaient ainsi que tout programme pouvant leur donner un coup de main à cet effet leur serait utile. Par comparaison, à Vancouver Nord, certaines personnes ont suggéré au gouvernement d'instaurer une taxe sur les logements inoccupés, d'interdire à certains l'achat de terres dans des zones données, de réglementer le temps qu'il faut vivre dans une maison avant de la vendre, de commencer un programme de logement abordable et de créer des zones résidentielles pour les jeunes familles.



Les jeunes étaient également favorables à l'idée que le gouvernement élabore un programme pour les aider à acheter leur première maison. Un tel programme pourrait prendre la forme d'avantages imposables. À Québec et à Vancouver Nord, il a également été proposé d'avoir un volet éducatif dans le programme (en plus du soutien financier) pour enseigner aux jeunes comment acheter une maison. En outre, à Vancouver Nord, on a suggéré d'offrir des mesures incitatives aux acheteurs locaux plutôt qu'étrangers.

L'environnement

Dans toutes les villes (Moncton, Vancouver Nord, Kitchener, Québec et Saskatoon), les participants ont dû formuler des commentaires sur différents sujets liés à l'environnement.

Enjeux environnementaux les plus présents à l'esprit

Le réchauffement et les changements climatiques, de même que l'utilisation de plastiques, sont venus instantanément à l'esprit des participants de toutes les villes.

On a demandé aux participants de décrire ce qu'ils se rappelaient avoir vu, entendu ou lu à propos de l'environnement dernièrement. Dans toutes les villes, plusieurs enjeux touchant à l'environnement ont été rapidement mentionnés, y compris le réchauffement et les changements climatiques, le peu de temps qu'il nous restait pour changer les choses, les règles et les décisions prises relativement à l'utilisation du plastique (particulièrement les pailles), les dommages causés par les microparticules de plastiques ainsi que les véhicules électriques. Les participants de tous les groupes ont mentionné la fixation d'un prix à la pollution, souvent sous le nom de « taxe sur le carbone ».

À Saskatoon, les participants ont également mentionné les manifestations contre le pipeline Trans Mountain de même que la réglementation et les changements ayant fait en sorte qu'on ne pouvait plus envoyer de déchets en Chine.

À Québec, il a été question d'autres sujets, dont la qualité de l'eau (avec notamment le déversement d'eaux usées dans le Saint-Laurent), l'interdiction des foyers au bois sur l'île de Montréal, l'utilisation de pesticides et la réduction des espaces verts associée à l'étalement urbain. Pour ce qui est des enjeux environnementaux touchant au gouvernement du Canada, ils ont mentionné le pipeline TransCanada et la fixation d'un prix à la pollution (« taxe sur le carbone »).

À Vancouver Nord, des enjeux côtiers ont été mentionnés, par exemple le besoin de protéger les baleines, l'impact des piscicultures et la nécessité de collaborer avec les communautés côtières et autochtones pour la protection de l'environnement.

À Moncton, plusieurs ont mentionné les pipelines et la pollution du fleuve Saint-Jean par une usine de pâte à papier de Saint John, de même que le déclin de la population de cerfs et la protection de l'Arctique.



À Kitchener, les participants se souvenaient d'avoir vu ou entendu des nouvelles sur la fonte des glaces en Arctique, la réduction de la population d'ours polaires en Arctique et des initiatives de développement écologique. Pour ce qui est des enjeux touchant aussi au gouvernement, les participants ont mentionné le sommet de Paris (ainsi que les désaccords entre les gouvernements fédéral et provinciaux), différentes subventions des initiatives de durabilité ainsi que la stratégie d'investissement écologique du gouvernement (par la promotion de l'énergie renouvelable).

Priorités environnementales du gouvernement

Les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait avoir pour priorités environnementales d'investir dans l'énergie propre et de réduire au minimum la pollution plastique.

Les participants ont reçu une liste de dix mesures que le gouvernement du Canada met actuellement en œuvre ou pourrait envisager :

- Bâtir plus de 1 000 projets de transport en commun (trains légers sur rail, autobus, stations, gares, métro, etc.) pour aider les Canadiens et Canadiennes dans leurs déplacements
- Doubler la quantité de zones naturelles protégées au pays
- Encourager les nouvelles occasions d'affaires et créer des emplois dans les industries de demain
- Financer de nouvelles bornes pour recharger les véhicules électriques
- Aider les collectivités et les familles à s'adapter aux climats extrêmes
- Aider les familles et les entreprises à économiser de l'argent grâce à l'efficacité énergétique
- Améliorer l'efficacité énergétique dans les nouveaux logements pour personnes à faibles revenus
- Introduire un prix à la pollution de sorte que ce ne soit plus gratuit de polluer
- Investir dans l'énergie propre et éliminer progressivement le charbon, pour un air plus pur et une meilleure santé
- Protéger nos océans, nos lacs et nos rivières contre la pollution plastique

Avant la discussion de groupe, on a demandé aux participants de sélectionner jusqu'à trois mesures que le gouvernement fédéral devrait selon eux prioriser. En même temps, on leur a demandé de nommer les mesures qu'ils ne jugent pas assez importantes ou pertinentes pour que le gouvernement s'en occupe.

Lorsqu'on examine l'ensemble des résultats de toutes les villes, parmi les dix mesures présentées, deux se sont avérées particulièrement importantes aux yeux des participants :

Investir dans l'énergie propre et éliminer progressivement le charbon, pour un air plus pur et une meilleure santé était l'une des priorités les plus importantes dans toutes les villes, à l'exception de Québec, où il s'agissait tout de même d'un enjeu modérément important. Le secteur énergétique du charbon était souvent perçu comme ayant de graves répercussions sur l'environnement (on le disait « sale ») et comme pouvant entraîner des problèmes de santé en nuisant à la qualité de l'air.



Protéger nos océans, nos lacs et nos rivières contre la pollution plastique était une autre priorité environnementale de grande importance dans toutes les villes. À cet égard, les participants jugeaient qu'il fallait déployer des mesures préventives, car le nettoyage leur semblait très dispendieux. Ils ont également précisé que la protection des cours d'eau était importante pour protéger l'eau potable et la faune. La pollution plastique avait également à leurs yeux une incidence sur la santé de la chaîne alimentaire, tant chez les animaux que chez les êtres humains.

Quelques autres mesures ont attiré une forte attention dans différentes villes. Ainsi, **bâtir plus de 1 000 projets de transport en commun** revêtait une importance clé à Vancouver Nord et aussi, mais dans une moindre mesure, à Québec. Aux yeux des participants de ces villes, il fallait qu'il y ait leadership à l'échelle nationale pour encourager les gouvernements provinciaux et les administrations municipales à agir pour améliorer le réseau de transport en commun et l'accessibilité du service. Dans les autres villes, cet énoncé était classé parmi les moins prioritaires.

Encourager les nouvelles occasions d'affaires et créer des emplois dans les industries de demain faisait partie des énoncés clés à Québec et à Saskatoon, et aussi dans une certaine mesure à Kitchener. Dans les autres villes, cette idée ne faisait pas partie des priorités principales. Selon les participants, cette mesure pourrait avoir un impact positif à la fois sur l'environnement et sur l'économie.

Les autres mesures mentionnées n'ont attiré qu'un intérêt modéré dans certaines villes. Plus précisément, à Vancouver Nord, Québec et Saskatoon, les participants n'avaient qu'un intérêt modéré face à la possibilité d'**introduire un prix à la pollution de sorte que ce ne soit plus gratuit de polluer**, tandis qu'à Kitchener, c'est l'un des points qui sont ressortis les plus rapidement. Dans cette ville, les gens croyaient que les industries devaient être pénalisées quand elles polluaient, car cela les encouragerait à assumer une responsabilité accrue pour leurs actions.

Aider les familles et les entreprises à économiser de l'argent grâce à l'efficacité énergétique a attiré modérément l'attention à Moncton, Québec, Kitchener et Saskatoon, mais très peu à Vancouver Nord. Les participants qui estimaient cette mesure importante pensaient qu'elles encourageraient les particuliers et les foyers à participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre; ceci aurait également plus d'incidence sur leur vie (p. ex., en les aidant à faire des économies) que certaines autres approches proposées.

Doubler la quantité de zones naturelles protégées au pays a semblé modérément important tant à Québec qu'à Kitchener.

Dans toutes les villes, les participants n'ont pas été très intéressés par l'idée que le gouvernement mette l'accent sur **aider les collectivités et les familles à s'adapter aux climats extrêmes** et **améliorer l'efficacité énergétique dans les nouveaux logements pour personnes à faibles revenus**. Selon eux, ces initiatives n'auraient qu'un faible impact sur la réduction globale des émissions de gaz à effet de serre. Certains participants ont noté que l'efficacité énergétique ne devait pas être la priorité seulement dans les logements pour personnes à faibles revenus, mais bien pour tous les résidents.



Enfin, les participants avaient l'impression que **financer de nouvelles bornes pour recharger les véhicules électriques** devait être une initiative du secteur privé plutôt que du gouvernement; les participants ne voulaient donc pas que le gouvernement du Canada investisse à cet égard. Ils ont également mentionné que puisque les véhicules électriques n'étaient que peu accessibles de nos jours, le soutien financier à de telles initiatives ne profiterait qu'à une petite partie de la population.

Les participants ont également dû dire s'il y avait d'autres domaines auxquels le gouvernement du Canada devrait consacrer son attention pour ce qui est de l'environnement. Plusieurs suggestions ont été formulées : encourager la participation aux 3 R (réduire, réutiliser, recycler); aider les municipalités à agrandir leurs programmes de recyclage et à lancer des programmes de compostage résidentiel; encourager les citoyens à appuyer les produits et services locaux; encourager la réduction de l'utilisation de mousse de polystyrène et d'emballages de plastique au sein des secteurs; améliorer l'accès à l'eau potable dans les collectivités autochtones; fournir un avantage imposable aux acheteurs de véhicules électriques; bâtir de meilleurs chemins de fer et entretenir ceux qui existent déjà pour éviter les accidents environnementaux; investir dans l'enseignement et les communications afin qu'il puisse y avoir un débat équilibré sur les différents enjeux (p. ex., le pipeline Trans Mountain); imposer des tarifs ou un certain étiquetage aux produits provenant de nos partenaires commerciaux pour que l'on puisse avoir une meilleure idée de l'impact environnemental de la production et du commerce transfrontalier; que le gouvernement investisse dans la culture durable et locale d'aliments. Enfin, certains participants étaient d'avis qu'il serait plus efficace d'avoir un programme récompensant les gens qui agissent de façon environnement responsable qu'un système punitif comme la « taxe sur le carbone ».

Les changements climatiques et leur incidence sur les résidents

Dans toutes les villes, certains changements au niveau des conditions météorologiques ont été constatés; ceux-ci auraient eu une incidence sur les comportements et les habitudes des gens.

Tous les participants avaient remarqué que la météo et le climat avaient changé, avec notamment des conditions météorologiques extrêmes, des inondations, une baisse du niveau de l'eau, une météo instable en hiver, des hivers plus longs, des étés plus chauds, des changements touchant les animaux sauvages (p. ex., les caribous et l'augmentation du nombre de mouches) et une augmentation des feux de forêt.

Parmi les incidences que les participants avaient pu ressentir, mentionnons une dégradation de la santé mentale, des changements au niveau du mode de vie (moins de voyages, plus de temps passé à la maison), les inondations, une prévisibilité réduite et une baisse de la qualité des récoltes. Certains ont également mentionné que le déclin de la qualité de l'air entraînait ou empirait les problèmes respiratoires, en plus d'empêcher les gens de bien profiter du plein air. De plus, la glace et le verglas, plus fréquents, augmentaient les risques de chute en hiver.



Changements du mode de vie

Les participants se sont dits ouverts à modifier leurs comportements de façon à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada, mais ils ont souligné que les entreprises devaient elles aussi changer pour qu'il puisse vraiment y avoir un impact.

Dans l'ensemble, les participants étaient d'accord que les Canadiens et Canadiennes allaient devoir apporter des changements à leur mode de vie pour qu'il puisse y avoir réduction des émissions, mais il était aussi très important à leurs yeux que les entreprises contribuent équitablement aux efforts. La plupart des participants avaient d'ailleurs déjà commencé à modifier leur mode de vie (certains moins que d'autres); ils avaient notamment commencé à recycler davantage, à composter, à acheter des vêtements usagés, à conduire moins souvent (en marchant ou en faisant du vélo quand c'était possible), à réduire le chauffage, à éteindre les lumières quand ils ne les utilisaient pas, à isoler les maisons, à utiliser des pailles en métal et d'autres contenants réutilisables, et à réduire leur consommation. Certains envisageaient également d'acheter de plus petites voitures.

Ces changements étaient motivés par plusieurs facteurs, y compris le désir de ne pas gaspiller, d'agir de façon responsable pour l'environnement et d'économiser. Quelques-uns ont également mentionné qu'ils voulaient voir les conditions environnementales s'améliorer pour les futures générations, souvent pour leurs enfants et petits-enfants.

Ils ont également précisé différents facteurs qui décourageaient de tels changements, notamment les désagréments que ceux-ci causent, les habitudes déjà bien ancrées, le coût des investissements (p. ex., pour l'isolation) et toutes les autres choses dont ils devaient déjà s'occuper. Quelques-uns ont parlé de l'inaccessibilité du compostage et d'un recyclage adéquat (p. ex., dans les immeubles résidentiels), ou de l'incapacité de voir des avantages tangibles et immédiats. Le manque de sensibilisation aux avantages des habitudes écologiques et aux façons de les adopter facilement nuisait également à la portée de ces initiatives.

Les participants ont affirmé que leur opinion à l'égard des changements à apporter à leur vie était principalement influencée par leurs enfants, par les médias (surtout les nouvelles locales et celles portant sur l'impact des changements climatiques sur la faune) et, dans certains cas, par le militantisme dans les médias sociaux.

Prix sur la pollution

Bien que les participants aient été au courant de l'existence d'un plan pour fixer un prix à la pollution, rares étaient ceux qui en savaient davantage.

Quand on a demandé aux participants qui avait entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à fixer un prix à la pollution, certains ont répondu oui et d'autres non. Même si certains savaient qu'il y avait un plan, rares étaient ceux qui en savaient davantage.



À Moncton, les participants ont affirmé qu'ils n'avaient rien entendu de positif au sujet de cette initiative et s'attendaient simplement à ce qu'elle fasse augmenter les prix pour les consommateurs.

À Kitchener et à Saskatoon, il y a eu une discussion sur la fixation d'un prix à la pollution et l'Incitatif à agir pour le climat. Après une explication du système de fixation des prix, le groupe de sexe féminin a trouvé que le programme n'était pas clair, tandis que celui de sexe masculin l'a trouvé clair. Quand on leur a demandé de l'expliquer dans leurs propres mots, les participants ont affirmé que dans le cadre du plan, les gens allaient devoir payer davantage pour le carburant et qu'ils seraient découragés d'acheter des produits nocifs pour l'environnement. Pour d'autres, le plan visait à récompenser l'innovation et les sociétés qui agissent de façon responsable.

Les participants avaient toutefois des questions auxquelles ils auraient voulu qu'on réponde, notamment :

- Quelle somme un foyer moyen toucherait-il?
- Quels produits seront touchés par le prix fixé à la pollution?
- Quelle somme s'attend-on à percevoir par ce système?
- Quelle sera l'ampleur de l'augmentation des prix découlant du prix fixé à la pollution pour les consommateurs?
- Que considère-t-on comme « émission de carbone » dans ce plan? Comment définit-on ce terme?
- Comment mesurera-t-on les émissions de carbone?
- Comment calculera-t-on les paiements?
- Que se passera-t-il pour les personnes qui ne peuvent pas en payer le prix?
- Comment le public recevra-t-il les paiements, par une réduction des frais d'hydroélectricité, des crédits imposables, une remise en argent?

Dans les deux groupes de Kitchener, presque personne n'avait entendu parler de l'Incitatif à agir pour le climat, lequel a été lancé cette année. À vrai dire, seule une personne ou deux avaient entendu ce nom, mais personne ne pouvait expliquer de quoi il s'agissait. Par comparaison, moins de la moitié des participants de chacun des groupes de Saskatoon savaient qu'ils allaient recevoir un Incitatif à agir pour le climat. Quand on leur a dit que cet incitatif serait supérieur au montant payé pour 8 familles sur 10, de nombreux participants ont cru qu'ils allaient se trouver dans les 2 sur 10. En outre, l'impression générale était que l'impact du prix fixé à la pollution serait ressenti par les particuliers plus que par les sociétés, ce qui signifierait que les efforts déployés n'auraient pas vraiment d'impact. Notons également que les participants ne comprenaient pas vraiment la façon dont tout serait calculé et semblaient même méfiants à cet égard. Effectivement, les participants ne comprenaient pas comment il se pouvait que tant de gens reçoivent plus d'argent qu'ils n'en paient ni d'où allait venir cet argent.



Le Canada, chef de file?

Dans la plupart des villes, les participants étaient d'accord que le gouvernement devait jouer un rôle de chef de file en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques.

Les participants des différentes villes ont dû dire si, à leur avis, le gouvernement du Canada devait jouer ou non un rôle de chef de file pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Dans la plupart des cas, ils ont dit appuyer cette position de chef de file pour le pays, étant donné le respect et la crédibilité dont il jouit à l'échelle internationale. Ils étaient également d'avis qu'il était important d'avoir un chef de file et que, à ce titre, le Canada devait s'imposer et démontrer ce qu'il faisait pour l'environnement à divers égards.

Pour de nombreux participants, à titre de pays développé, il nous incombait d'agir de façon responsable et de faire preuve d'excellence en intendance. En outre, ils estimaient que c'était la bonne façon d'agir étant donné le grand territoire dont dispose le Canada et la quantité de nature vierge qu'on y retrouve, laquelle doit être protégée. Cela dit, il y avait quelques participants dans chacun des groupes qui ont affirmé que même si le Canada agissait, cela ne changerait rien à l'échelle internationale, que les autres pays ne prêteront aucune attention à ce que fait notre pays relativement petit, qu'il y a même un manque de volonté de changer, surtout au sein des industries.

Pour ce qui est de la question si le Canada était un grand, petit ou moyen pollueur, les avis étaient partagés : certains participants pensaient qu'il était moyen, d'autres, grand, mais très peu pensaient qu'il était petit. À Québec et à Kitchener, les participants estimaient que le Canada faisait partie des plus grands pollueurs du monde en termes de pollution par habitant.

Garde côtière canadienne

À Moncton, Vancouver Nord et Québec, les participants ont dû répondre à des questions sur la Garde côtière canadienne.

Sensibilisation et opinion à l'égard de la Garde côtière

Bien que les participants des trois villes n'aient pas su grand-chose au sujet de la Garde côtière, ils estimaient tout de même que ses services étaient importants.

Dans l'ensemble, les participants ont eu de la difficulté à donner un adjectif pour décrire la Garde côtière canadienne. Ils ont été nombreux à parler de « sécurité », de « protection », de « sauvetage », de « gardes », de « surveillance » et de « sûreté » pour décrire le mandat de l'organisme; d'autres ont suggéré des mots décrivant le travail (« professionnel », « brave », « utile », « héroïque », « pratique », « honorable ») ou leur impression du service (« vieux », « trop petit », « défaillant »). Quelques autres ont employé des mots plus génériques, ce qui donne une bonne idée du peu de connaissances qu'ont les gens de l'organisme (« rouge », « mal de mer », « recrutement », « pollution », « mal informé »,



« mouillé », « génial », « énigmatique », « aucune idée »). Quelles qu'aient été leurs opinions personnelles au sujet de la Garde côtière, les participants avaient dans l'ensemble l'impression qu'elle jouait un rôle essentiel dans la sécurité des océans et l'accès à ceux-ci. À ce titre, l'adjectif « essentiel » leur a semblé apte à décrire l'organisme.

Les avis étaient partagés quant à la qualité du travail de gestion de la Garde côtière par le gouvernement du Canada; environ un participant sur deux pensait qu'il faisait généralement un mauvais travail, tandis que l'autre pensait qu'il faisait un bon travail (ou n'était pas certain). Cela dit, la plupart des gens estimaient qu'ils ne connaissaient pas assez l'organisme ou le rôle du gouvernement pour formuler des commentaires pertinents. Dans l'ensemble, l'impression était que la Garde côtière fait un bon travail, ce que l'on pouvait principalement déduire du fait qu'aucune nouvelle négative à ce sujet n'avait été entendue.

Très peu de participants se souvenaient d'avoir entendu, vu ou lu quelque chose récemment au sujet de la Garde côtière canadienne. À Vancouver Nord, certains se souvenaient que le poste de Kitsilano avait été fermé et qu'il y avait récemment eu un incident, quand le temps d'intervention avait été trop long lors d'une urgence. Ils ont également mentionné l'octroi d'un contrat de construction navale à un chantier de Vancouver il y a quelques années de cela. Ces deux nouvelles avaient été vues dans les journaux et à la télévision. À Québec, les participants se souvenaient d'avoir vu un brise-glace hors d'usage au cours de la dernière année, ce qui avait entraîné la fermeture de la voie maritime du Saint-Laurent; ils ont également parlé de la flotte vieillissante et des efforts de recrutement de l'organisme. Certains ont également parlé des contrats de construction navale octroyés à un chantier d'Halifax il y a quelques années de cela. À Moncton, il a aussi été question du contrat de construction navale à Halifax, en plus des contraventions pour les ordures jetées de bateaux et du navire de la Garde côtière qui s'était enfoncé dans les eaux en Nouvelle-Écosse.

Priorités de la Garde côtière

De l'avis des participants, assurer la sécurité des Canadiens en mer est la priorité la plus importante de la Garde côtière.

Les participants ont reçu une liste de six choses sur lesquelles la Garde côtière canadienne travaille ou pourrait travailler; ils devaient encercler les deux qu'ils estimaient les plus importantes. C'étaient :

- Assurer la sécurité des Canadiens en mer
- Protéger les routes navigables commerciales
- Faire le suivi et réagir aux changements de l'écosystème marin dus aux changements climatiques
- Soutenir la recherche scientifique dans les zones marines
- Défendre la souveraineté du Canada dans les endroits éloignés
- Stimuler l'économie par la construction et la modernisation des navires dans les chantiers navals canadiens



De l'avis des participants, **assurer la sécurité des Canadiens en mer** doit être la priorité la plus importante de la Garde côtière, car il s'agit d'un élément fondamental de son mandat.

Protéger les routes navigables commerciales était une autre priorité importante (quoi qu'un peu moins) à leurs yeux, surtout à Québec et, mais dans une moindre mesure, à Vancouver Nord.

À Vancouver Nord, les participants estimaient aussi que la Garde côtière jouait un rôle important **en faisant le suivi et en réagissant aux changements de l'écosystème marin dus aux changements climatiques**. Ces mêmes participants étaient également plus enclins à croire que la Garde côtière devait **soutenir la recherche scientifique dans les zones marines** que ceux des autres villes.

Enfin, par comparaison aux autres priorités énoncées, **défendre la souveraineté du Canada dans les endroits éloignés** et **stimuler l'économie par la construction et la modernisation des navires dans les chantiers navals canadiens** n'ont pas semblé très importants.

Les participants ont également reçu une liste de sept priorités possibles du gouvernement du Canada pour les investissements dans la Garde côtière canadienne. Ils devaient choisir parmi celles-ci les deux les plus importantes à leur avis. C'étaient :

- Construire de nouveaux navires pour renouveler la flotte de la Garde côtière
- Entretien et moderniser les navires existants pour renouveler la flotte de la Garde côtière
- Élargir le mandat de la Garde côtière pour appuyer les activités de sécurité nationale
- Achat de nouveaux équipements innovants pour moderniser les capacités de la Garde côtière
- Élargir la présence des garde-côtes dans l'Arctique pour défendre notre souveraineté
- Investir dans la conservation des zones marines
- Recruter et accroître l'effectif de la Garde côtière

Parmi ces sept priorités, cinq ont été mentionnées plus fréquemment que les autres. Dans toutes les villes, **entretenir et moderniser les navires existants pour renouveler la flotte de la Garde côtière** a été retenu comme l'une des principales priorités. **Recruter et accroître l'effectif de la Garde côtière** a également semblé très important pour les participants, surtout ceux de Vancouver Nord et de Québec.

L'**achat de nouveaux équipements innovants pour moderniser les capacités de la Garde côtière** était une grande priorité à Vancouver Nord; plusieurs participants des autres villes ont également affirmé qu'il s'agissait de quelque chose d'important. À Vancouver Nord et à Québec, les gens ont aussi mentionné que **recruter et accroître l'effectif de la Garde côtière** devait être l'une des priorités du gouvernement du Canada pour ses investissements dans la Garde côtière. Enfin, la plupart des participants de Vancouver Nord étaient d'avis que le gouvernement devait envisager d'**investir dans la conservation des zones marines**, mais dans les autres villes, ils n'étaient pas très nombreux à partager cette opinion.

On a ensuite dit aux participants que l'âge moyen des navires actuellement en service de la Garde côtière était de 35 ans pour alors leur demander si cela changeait quoi que ce soit aux priorités qu'ils



avaient choisies. La plupart des participants voulaient tout d’abord savoir quelle était la durée de vie normale des navires; l’âge seul, à leurs yeux, ne suffisait pas à déterminer s’il fallait renouveler la flotte plus rapidement ou non. Une fois de plus, les gens ont affirmé qu’ils ne connaissaient pas assez bien le sujet et donc qu’ils n’avaient pas d’opinion bien définie quant à s’il devait s’agir d’une priorité ou non.

La flotte canadienne de brise-glace

Les avis étaient partagés quant à savoir s’il fallait ou non agrandir la flotte de brise-glace; les participants étaient peu au courant de la situation actuelle et n’avaient pas assez de connaissances à ce sujet.

On a rappelé aux participants qu’il serait possible de bâtir différents types de navires différents pour renouveler la flotte de la Garde côtière, y compris des brise-glace. À Québec, les gens étaient d’avis que la flotte de brise-glace devait être prioritaire, car c’est elle qui ouvre les voies maritimes commerciales du Canada. Le niveau exact d’importance de cette flotte variait toutefois d’une personne à l’autre. Cela dit, notons que dans l’ensemble, les participants ne savaient rien de l’état des brise-glace du Canada. À Vancouver Nord et à Moncton, les participants ne se sentaient pas aptes à répondre aux questions au sujet des brise-glace, n’ayant à leur avis pas assez de connaissances à ce sujet. Quelques-uns ont tout de même affirmé que si les brise-glace prenaient principalement part aux efforts scientifiques, il était important de les soutenir.

Bannières de Service Canada

À Kitchener et à Saskatoon, les participants ont dû dire ce qu’ils pensaient de trois designs qui pourraient être utilisés pour une bannière de Service Canada.

Impressions initiales et préférences

Les participants ont bien aimé chacun des trois concepts, mais le concept C a été apprécié un tout petit peu plus que les autres.

Les participants ont eu l’occasion de voir trois designs qui pourraient être employés pour embellir les bannières que l’on peut voir dans les centres de Service Canada, dans ses sites temporaires de différentes collectivités, aux salons de l’emploi ainsi qu’à d’autres activités semblables tenues de part et d’autre du pays. On leur a affirmé que ces bannières serviraient à indiquer au public où se trouvent les représentants de Service Canada afin qu’on puisse leur poser des questions ou leur demander de l’aide au sujet des programmes et services du gouvernement du Canada. Les trois versions illustrées seront présentées ici sous le nom de « concept A » (rouge et blanc avec un grand bloc de couleur, mais sans images), « concept B » (plusieurs symboles de différentes couleurs) et « concept C » (rouge et blanc avec quelques symboles).

Les participants ont d’abord dû dire lequel des trois designs les attirait le plus du premier coup d’œil. Les impressions initiales étaient partagées. Plus précisément, à Kitchener, différents participants ont préféré



différents concepts, tandis qu'à Saskatoon, c'est le concept C (rouge et blanc avec des symboles) qui a semblé se distinguer le plus.

Une fois que les participants ont eu le temps d'examiner les trois designs un peu plus longtemps et de partager leurs opinions avec le reste du groupe, on leur a demandé de choisir celui des trois qu'ils aimaient le plus. Cette fois, les opinions étaient plus partagées encore et aucun des concepts n'est ressorti comme nettement meilleur que les autres.

Quand on leur a demandé lequel des designs représentait le mieux la mission de Service Canada, le concept A (rouge et blanc sans symboles) a été mentionné le plus souvent, car il était « neutre », « officiel » et clair, et à ce titre plus représentatif d'un ministère. Le concept B (couleurs et symboles), pour sa part, a semblé s'éloigner des communications actuelles de Service Canada; il rappelait plutôt Parcs Canada ou des défis sportifs. L'utilisation de symboles dans le concept C (rouge et blanc avec symboles) a semblé moins près de la nature traditionnelle et « sérieuse » que l'on associe généralement aux services gouvernementaux. Dans tous les cas, il s'agissait tout de même d'une option crédible pour Service Canada.

Évaluation des concepts

Les trois concepts ont été appréciés pour différentes raisons, mais le concept A est celui qui a semblé s'approcher le plus de la réputation de Service Canada.

Aux yeux des participants, le concept A (rouge et blanc sans symboles) était simple et attrayant, avec un design « net » et plutôt moderne, de même que de grandes lettres et un contraste marqué qui aidait à attirer l'attention, en plus d'accroître sa visibilité de loin. Ainsi, son contenu était clair et facile à comprendre. Notons toutefois que certains ont trouvé qu'en raison de sa simplicité, le design ne ressortait pas beaucoup et pouvait même faire un peu « froid ». Il leur rappelait la Croix-Rouge canadienne et la Société canadienne du sang.

Le concept B, avec ses multiples couleurs et symboles associés au Canada, à ses habitants et à sa culture, a semblé attrayant et intrigant. Certains s'attendaient à ce que les symboles donnent de l'information sur les services qu'offre Service Canada. Les participants ont dit qu'il était amusant, coloré, vif et joyeux, et qu'il attirait ainsi l'attention. Il leur rappelait quelque chose qu'ils auraient pu voir sur des panneaux de tourisme ou de parcs.

Le concept C (rouge et blanc avec des symboles) est bien arrivé à attirer l'attention et on l'a trouvé « facile à regarder », car son design était simple et « net ». Il arrivait également à donner une représentation plutôt fantaisiste du Canada par ses symboles. De l'avis des participants, les images attiraient l'attention et démontraient la diversité, sans pour autant distraire.

Aucun des concepts n'a vraiment déplu, mais les participants ont tout de même mentionné quelques petits problèmes : ils auraient notamment voulu que le logo de Service Canada et le drapeau soient plus



visibles. Le symbole de géomarque a également prêté à confusion. Le concept B a souvent paru trop chargé, étant donné le nombre et la position des symboles.

Symboles

Quelques-uns des symboles présentés ont été source de confusion; les participants ne comprenaient pas toujours le lien que l'on pouvait tracer entre ceux-ci et les services offerts par Service Canada.

On a demandé aux participants ce qu'ils pensaient des symboles employés dans le concept B (multiples couleurs) et le concept C (rouge et blanc). Plusieurs symboles ont été mal compris : la « soucoupe volante » (censée être un chapeau de la GRC), la tuque (pas claire aux yeux de plusieurs), la silhouette de Toronto devant les montagnes, le drapeau métis (perçu comme un symbole de l'infini) et la position du castor vert (qui semble se tenir sur ses pattes arrières). Des participants ont également remis en question la pertinence de certains symboles dans le contexte de Service Canada (canards, tulipes, arbres, etc.). Le symbole métis ne semblait pas être de la bonne couleur.

Les participants de Saskatoon ont bien aimé voir du blé (pour représenter la Saskatchewan) de même que les symboles représentant différents peuples (Premières Nations, Métis et Inuits, ainsi que des gens de différents âges et de différents types de famille). Certains ont remis en question l'utilisation des icônes de médias sociaux, surtout de LinkedIn, jugées peu pertinentes pour Service Canada.

De nombreux participants ayant préféré chacun des trois designs se sont demandé s'il était vraiment utile d'afficher des symboles sur une bannière de Service Canada. Certains ont dit qu'il serait plus pertinent d'illustrer les services offerts par Service Canada au lieu de simplement faire référence au pays et à sa population. Ils étaient d'avis qu'il était important d'illustrer les publics visés par les services gouvernementaux (p. ex., familles, personnes âgées, etc.).

Au service des gens ou Ici pour vous

L'expression « Ici pour vous » est celle qui a semblé la meilleure pour la bannière, car elle était simple, claire et accueillante.

Les participants devaient indiquer laquelle des deux phrases, entre « Au service des gens » et « Ici pour vous », ils préféraient (le cas échéant). À Kitchener comme à Saskatoon, les deux groupes ont préféré « Ici pour vous », qui leur a semblé direct, simple, accueillant et court. Quelques-uns ont dit qu'ils n'aimaient pas l'autre slogan, car l'idée que des employés du gouvernement « servaient » d'autres gens leur semblait bizarre.

Les quelques participants qui ont préféré la phrase « Au service des gens » l'ont trouvé invitante et personnelle, ce qui leur laissait supposer que les services offerts seraient bons. Ils trouvaient que l'expression donnait une touche un peu plus personnelle aux services.



Adresse URL

Ils ont également préféré voir l'adresse URL « Canada.ca », une solution simple et mémorable. La plupart d'entre eux auraient toutefois recours à un moteur de recherche pour trouver l'information nécessaire.

On a demandé aux participants laquelle des deux adresses URL, « Canada.ca » et « Canada.ca/servicecanada », ils auraient préféré voir sur les bannières. C'est la plus courte qui a été préférée, et de loin, car elle était plus mémorable. De nombreux participants ont mentionné que s'ils cherchaient de l'information en ligne, ils auraient peu de chances d'avoir recours à l'adresse URL : ils utiliseraient plutôt un moteur de recherche pour trouver ce qu'ils cherchaient. Pour cette raison, à leurs yeux, l'adresse exacte ne changeait pas grand-chose.



Annexe A :
Questionnaire de recrutement

QUESTIONNAIRE DE RECRUTEMENT FINAL

Nom : _____

Tél. (résidence) : _____ Tél. (travail) : _____ Tél. (cellulaire) : _____

Courriel : _____

Groupe 1 2 3 4 5 6 7 8

GROUPES DE DISCUSSION :

Moncton, NB (ANGLAIS)			
Date :	19 février 2019	Endroit :	Corporate Research Associates
Heure :	Groupe 13 : 17h30 – 18-34 ans Groupe 14 : 20h00 - 35+ ans		68 rue Highfield bureau 101 Moncton, NB
North Vancouver, CB (ANGLAIS)			
Date :	13 février 2019	Endroit :	Vancouver Focus
Heure :	Groupe 15 : 17h30 – 18-34 ans Groupe 16 : 20h00 - 35+ ans		1080 rue Howe bureau 503 Vancouver, CB
Québec, QC (FRANÇAIS)			
Date :	19 février 2019	Endroit :	SOM
Heure :	Groupe 17 : 17h30 – 18-34 ans Groupe 18 : 20h00 - 35+ ans		3340 rue de La Pérade, 4 ^e étage Québec, QC
Kitchener, ON (ANGLAIS)			
Date :	20 février 2019	Endroit :	Metroline
Heure :	Groupe 19 : 17h30 – Femmes Groupe 20 : 20h00 - Hommes		7 rue Duke oust, bureau 301 Kitchener, ON
Saskatoon, SK (ANGLAIS)			
Date :	26 février 2019	Endroit :	Insightrix
Heure :	Groupe 21 : 17h30 – Femmes Groupe 22 : 20h00 - Hommes		1 – 3223 avenue Millar Saskatoon, SK

SOMMAIRE DES EXIGENCES

- Pour Saskatoon and Kitchener, un groupe avec les hommes et un groupe avec les femmes.
- Pour Moncton, North Vancouver et Québec, un groupe avec ceux qui ont entre 18 et 34 ans et un groupe avec les 35 ans et plus.
- Tous sont des citoyens canadiens entre 18 et 74 ans (mélange d'âges selon les quotas)
- Tous habitent dans leur marché respectif depuis au moins 2 ans
- Mélange de parents d'enfants de 18 ans ou moins à la maison et de non-parents (4-6 avec enfants et 4-6 sans enfants).
- Ne doit pas personnellement, ou avoir quelqu'un du foyer qui travaille ou est à la retraite d'une industrie identifiée.
- Mélange d'occupation, d'éducation et de revenu du ménage.
- Max 6 personnes par groupe qui ont déjà participé à des groupes de discussion.
- Ne doivent pas avoir pris part à un groupe de discussion au cours des six derniers mois.
- Ne doit pas avoir pris part à 5 groupes de discussion ou plus au cours des 5 dernières années.
- Capacité à participer à des exercices écrits ou visuels en anglais ou en français (selon l'endroit)
- Recruter 12 personnes par groupe
- Récompense : 100 \$

Bonjour, je m'appelle ____ et je travaille pour Corporate Research Associates, une société d'étude de marché, et je vous appelle aujourd'hui au nom du gouvernement du Canada. Nous menons actuellement une série de discussions en petits groupes et nous sommes à la recherche de personnes âgées d'au moins

18 ans ou plus qui désireraient y participer. Seriez-vous intéressé ou y a-t-il quelqu'un d'autre à qui je pourrais parler? **RÉPÉTER L'INTRODUCTION SI NÉCESSAIRE**

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? Would you prefer that I continue in English or in French? **[SI ANGLAIS, POURSUIVEZ EN ANGLAIS OU ORGANISEZ UN RAPPEL AVEC UN INTERVIEWEUR ANGLOPHONE : We will call you back in order to give this interview in English. Thank you. Goodbye.]**

L'objectif des petits groupes de discussion est d'explorer diverses questions importantes pour l'ensemble du pays. Ces groupes de discussion auront lieu le <DATE>, seront d'une durée de deux heures, et les participants recevront 100 \$ en guise de remerciement pour leur temps. Puis-je vous poser quelques petites questions maintenant pour vérifier si vous êtes admissible à participer à cette étude? Cela devrait prendre 6 ou 7 minutes.

Les renseignements que vous nous fournissez demeureront strictement confidentiels et vous avez toute liberté de refuser de participer en tout temps. Ceci n'est pas un appel de sollicitation. Merci.

SI UNE RÉFÉRENCE EST REQUISE AFIN D'AUTHTENTIFIER L'ÉTUDE, DONNER L'INFORMATION SUIVANTE : Isabelle Côté, Bureau du Conseil privé – Tél : 960-4031 / Courriel : Isabelle.Cote@pco-bcp.gc.ca

REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE AU MOMENT REQUIS DU QUESTIONNAIRE DE RECRUTEMENT : Malheureusement, nous ne serons pas en mesure de vous inclure dans cette étude. Nous avons déjà un nombre suffisant de participants possédant un profil semblable au vôtre. Je vous remercie du temps que vous nous avez accordé aujourd'hui.

QUESTIONS DE QUALIFICATION

1. Est-ce que vous ou un membre de votre foyer travaillez présentement ou êtes à la retraite dans l'un des secteurs suivants : **LIRE LES RÉPONSES**

Marketing ou études de marché 1
 Relations publiques, communications, design graphique ou agence de création 2
 Publicité ou médias (télévision, radio, journaux) 3
 Parti politique 4
 Gouvernement fédéral ou provincial 5

SI LA RÉPONSE À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS EST « OUI », REMERCIER LA PERSONNE ET TERMINER L'ENTREVUE

2. Êtes-vous un citoyen canadien âgé d'au moins 18 ans qui habite habituellement dans la région de **[SPÉCIFIEZ LA COMMUNAUTÉ]**?

Oui 1 **CONTINUER**
 Non 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

3. Depuis combien de temps vivez-vous à **[SPÉCIFIEZ LA COMMUNAUTÉ]**?

RÉPONSE : _____ TERMINER SI MOINS DE 2 ANS

4. Avez-vous déjà participé à une discussion de groupe ou à une entrevue approfondie pour laquelle vous avez été rémunéré?

Oui 1 **CONTINUER – MAX 6 PARTICIPANTS PAR GROUPE**
 Non 2 **PASSEZ AUX QUESTIONS DE PROFILAGE**

5. Quand avez-vous participé à un groupe de discussion ou à une entrevue pour la dernière fois? _____

SI LE RÉPONDANT A PARTICIPÉ À UN GROUPE DE DISCUSSION/UNE ENTREVUE AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS, LE REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE.

6. À combien de groupes de discussion ou entrevues avez-vous participé au cours des cinq dernières années? _____

SI LE RÉPONDANT A PARTICIPÉ À CINQ GROUPES DE DISCUSSION OU PLUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LE REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE.

QUESTIONS DE PROFILAGE

7. Êtes-vous...

Une femme; ou..... 1 **CONSIDÉRER POUR LES GROUPES 19, 21**

Un homme..... 2 **CONSIDÉRER POUR LES GROUPES 20, 22**

RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT

Autre/refuse de répondre 3 **DEMANDER AVEC QUEL GROUPE ILS S'ASSOCIENT**

8. Dans laquelle des catégories d'âge suivantes vous situez-vous? Arrêtez-moi lorsque j'arrive à votre âge. Avez-vous **[LIRE]**?

Moins de 18 ans 1 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

De 18 à 24 ans 2

De 25 à 34 ans 3

De 35 à 44 ans 4

De 45 à 54 ans..... 5

De 55 à 64 ans 6

De 65 à 74 ans 7

75 ans ou plus..... 8 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT

Refuse de répondre 9 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

VOIR LES QUOTAS CI-DESSOUS

QUOTAS PAR ÂGE:

Groupes 19 à 22 : Recruter un minimum de 3 participants qui ont entre 18 et 34 ans; minimum 3 participants entre 35 et 54 ans et un maximum de 4 participants entre 55 et 74 ans

Groupes 13, 15, 17 : Recruter six participants qui ont entre 18 et 24 ans et six participants qui ont entre 25 et 34 ans

Groupes 14, 16, 18 : Recruter trois participants pour chacun des groupes d'âges suivants - 35-44 et 45-54; et recruter six participants qui ont entre 55 et 74 ans

9. Avez-vous actuellement des enfants âgés de moins de 18 ans qui habitent avec vous?

- Oui 1 **RECRUTER 4-6**
- Non 2 **RECRUTER 4-6**

10. Combien d'enfants de plus de 18 ans habitent dans votre maison?

- Un 1
- Plus d'un 2

11. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint?

- Moins que les études secondaires 1
 - Études secondaires ou formation professionnelle non terminées . 2
 - Études secondaires terminées 3
 - Études collégiales ou formation technique non terminées 4
 - Études collégiales ou formation technique terminées 5
 - Études universitaires non terminées..... 6
 - Études universitaires terminées..... 7
- VISER UNE COMBINAISON
DANS CHAQUE GROUPE**
- RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**
- Refus..... 8

12. Êtes-vous actuellement [LIRE]?

- Employé à temps plein 1
 - Employé à temps partiel..... 2
 - Travailleur autonome 3
 - Personne au foyer 4
 - Sans emploi 6
 - Un étudiant..... 7
- MAXIMUM 3 PAR GROUPE**

13. [SI LE RÉPONDANT A UN EMPLOI, DEMANDER] Quelle est votre profession actuelle? _____
 [SI LE RÉPONDANT EST À LA RETRAITE, DEMANDER] Quelle était votre dernière profession? _____

**TERMINER L'ENTREVUE S'IL S'AGIT D'UN EMPLOI SEMBLABLE À CEUX DE LA QUESTION 1 -
 RECRUTER DES PERSONNES DE PROFESSIONS DIFFÉRENTES**

14. Parmi les fourchettes suivantes, laquelle représente mieux le revenu total de votre ménage avant impôts? C'est-à-dire, le revenu total combiné de toutes les personnes de votre foyer, avant impôts?

- Moins de 20 000 \$ 1
 - 20 000 \$ à un peu moins de 40 000 \$ 2
 - 40 000 \$ à un peu moins de 60 000 \$ 3
 - 60 000 \$ à un peu moins de 80 000 \$ 4
 - 80 000 \$ à un peu moins de 100 000 \$ 5
 - 100 000 \$ à un peu moins de 150 000 \$ 6
 - 150 000 \$ et plus 7
- Assurer une bonne variété :
 Recruter 2 personnes de moins de 40 000 \$.
 Recruter 3 personnes de 40 000 \$ à 80 000 \$.
 Recruter 5 personnes de plus de 80 000 \$.**
- RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**
- Ne sait pas/refus 8

15. Si vous gagniez un million de dollars, quelles seraient les deux premières choses que vous feriez avec l'argent? (**DOIT AVOIR DEUX RÉPONSES POUR ACCEPTER. TERMINER SI LE RÉPONDANT RÉPOND D'UNE FAÇON DÉSINVOLTE, D'UNE FAÇON COMBATIVE OU S'IL A DE LA DIFFICULTÉ À RÉPONDRE.**)

TERMINER SI LA PERSONNE QUI RÉPOND FAIT PART D'UNE RAISON TELLE QU'UN PROBLÈME D'OÛÏE, DE VUE OU DE LANGAGE ÉCRIT OU VERBAL, D'UNE CRAINTE DE NE POUVOIR ÊTRE CAPABLE DE COMMUNIQUER EFFICACEMENT, OU SI VOUS-MÊME AVEZ UNE PRÉOCCUPATION AU SUJET DE L'INTERVIEWÉ.

INVITATION

Selon vos réponses, votre profil semble correspondre à ce que nous recherchons. J'aimerais vous inviter à participer à un groupe de discussion que nous organisons à **[INSÉRER L'HEURE]** le **[INSÉRER LA DATE]**. Comme vous le savez peut-être, les groupes de discussion servent à recueillir des renseignements sur un sujet précis. Dans le cas qui nous intéresse, il s'agit de diverses questions importantes pour l'ensemble du pays. Environ 10 personnes participeront à la discussion, qui sera très informelle. Les renseignements qui sont partagés par les participants lors des groupes de discussion demeureront anonymes et confidentiels.

16. La discussion durera deux heures; elle débutera à **[HEURE]** et se terminera à **[HEURE]**. Des rafraîchissements seront servis et vous recevrez 100 \$ en guise de remerciement pour votre temps. Aimeriez-vous y participer?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

17. La discussion à laquelle vous participerez sera enregistrée en format audio et vidéo aux fins d'une utilisation par l'équipe de recherche uniquement. Soyez assuré que vos commentaires et réponses demeureront strictement confidentiels. Êtes-vous à l'aise avec le fait que la discussion soit enregistrée?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

18. Les participants devront lire des textes et écrire des réponses par eux-mêmes pendant la discussion de groupe. Sera-t-il possible pour vous de prendre part à ces activités en **[français/anglais – selon l'endroit]** sans aide?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

19. **[SI UNE SALLE DE GROUPE DE DISCUSSION EST UTILISÉE]** La discussion aura lieu dans une pièce dotée d'un miroir sans tain (qui permet de voir d'un seul côté).

[SI UNE SALLE DE RÉUNION D'UN HÔTEL EST UTILISÉE] La discussion aura lieu dans une salle équipée d'une caméra à circuit fermé reliées à un téléviseur dans une salle adjacente.

[TOUS] Des employés du gouvernement du Canada pourront ainsi observer la discussion sans la déranger. Votre participation sera anonyme et seul votre prénom sera communiqué à ces personnes. Est-ce que cela vous convient?

Oui 1
Non 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

Dans le cadre de nos mesures de contrôle de la qualité, nous demandons à tous les participants du groupe de discussion de se munir d'une pièce d'identité, avec photo si possible. Vous devrez peut-être présenter votre pièce d'identité.

Puisqu'il s'agit de petits groupes, l'absence d'une seule personne peut nuire au bon fonctionnement de la discussion. C'est pourquoi je vous demande, si vous avez décidé de participer, de faire tout votre possible pour y assister. Si jamais vous étiez dans l'impossibilité de participer, veuillez communiquer avec _____ (appel à frais virés) au _____ dès que possible afin que nous puissions trouver un autre participant pour vous remplacer.

Aussi, nous vous prions d'arriver 15 minutes avant l'heure de début. **La discussion commencera à [HEURE] précises.** Si vous arrivez après [HEURE], vous ne pourrez PAS prendre part à la discussion et vous ne recevrez PAS la récompense de 100 \$.

N'oubliez pas vos lunettes de lecture ainsi que tout ce dont vous pourriez avoir besoin pour lire ou pour participer à la discussion.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous témoignez à notre étude. Nous avons hâte de vous rencontrer et de connaître vos pensées et votre opinion.

AVIS AUX RECRUTEURS

1. Recruter **12** participants par groupe.
2. VÉRIFIER LES QUOTAS.
3. S'assurer que chaque participant a de bonnes habiletés d'expression orale et écrite (dans le doute, **NE PAS INVITER**).
4. Ne pas inscrire les noms sur la feuille de profils à moins d'avoir obtenu un engagement ferme.
5. Confirmer la date, l'heure et l'endroit avant de raccrocher.
6. Demander aux participants d'arriver 15 minutes à l'avance.
7. Rappeler aux participants l'heure de début et de fin de la discussion.

CONFIRMATION

1. Confirmer en début de journée, la veille de la discussion.
2. Vérifier les questions d'admissibilité
3. Confirmer en personne – ne pas laisser de message.
4. Confirmer l'heure et l'endroit (demander aux participants s'ils connaissent l'endroit).
5. Rappeler aux participants d'apporter des lunettes de lecture si nécessaire.
6. Demander aux participants d'arriver 15 minutes à l'avance.
7. Rappeler aux participants d'apporter leurs pièces d'identité.

Annexe B:
Guide de l'animateur

Guide de l'animateur

Groupes de discussion – Hiver 2019 – Deuxième Cycle

Introduction

10 minutes

- **Accueil** : Présentez-vous, la société d'étude ainsi que votre rôle à titre d'animateur (respectez le temps alloué et le sujet de discussion).
- **Commanditaires** : Groupes au nom du gouvernement du Canada.
- **Durée** : La discussion devrait durer environ 2 heures; si nécessaire, vous pouvez sortir pendant la séance.
- **Votre rôle** : Faire part de votre opinion en toute honnêteté; aucune préparation n'est requise puisqu'il ne s'agit pas d'une vérification de vos connaissances.
- **Procédé** : Toutes les opinions sont importantes; nous cherchons à comprendre l'opinion des minorités/de la majorité; parlez chacun votre tour; nous désirons obtenir les commentaires de tous.
- **Logistique** : Enregistrement audio/vidéo en vue des rapports; observation représentant le gouvernement (miroir/transmission vidéo).
- **Confidentialité** : Les commentaires resteront anonymes; aucun nom ne figurera dans les rapports; vos réponses n'auront aucune incidence sur vos relations avec le gouvernement du Canada; une fois finalisé, le rapport sera accessible dans la Bibliothèque du Parlement ou par Archives Canada.
- **Présentation des participants** : Prénom, personnes avec qui ils vivent (et leur lien avec elles) et passe-temps favori.

Nouvelles du gouvernement du Canada (tous les endroits)

5 minutes

Pour commencer...

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada dernièrement?

Économie

40 minutes

(Kitchener; Saskatoon)

- On parle toujours beaucoup de « l'économie », notamment comment elle se porte. Mais qu'entend-on vraiment par là?
- D'après vous, quelles sont les meilleures façons de déterminer si l'économie va bien ou si elle va mal?
 - De quoi a l'air une « bonne » économie?
 - De quoi a l'air une « mauvaise » économie?
- À quel point le gouvernement du Canada est-il capable d'influencer si l'on a une bonne ou une mauvaise économie?
 - Quel genre de mesures peut-il prendre pour changer les choses?
 - Le gouvernement du Canada a-t-il pris de telles mesures?

Exercice n° 1 : Prenez quelques instants pour écrire un mot ou quelques mots pour décrire le marché de l'emploi aujourd'hui. Ne réfléchissez pas trop – il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse.

- Quels mots avez-vous notés pour décrire le marché de l'emploi d'aujourd'hui? Pourquoi ces mots-là?
- Le marché de l'emploi est-il meilleur ou moins bon que celui de l'an dernier, ou n'a-t-il pas changé?

- Pourquoi? Qu'est-ce qui a changé?
- Est-il meilleur ou moins bon que celui d'il y a cinq ans, ou n'a-t-il pas changé dans ce laps de temps?
 - Pourquoi? Qu'est-ce qui a changé?
- Maintenant, pensez un peu à l'avenir : pensez-vous que le marché de l'emploi va s'améliorer, s'empirer ou ne pas changer au cours des 5 à 10 prochaines années? Pourquoi?
 - Quelles sont vos préoccupations pour l'avenir?

Exercice n° 2 : J'ai ici un document à vous distribuer dans lequel vous verrez différents enjeux tous liés à l'emploi. Il y a plusieurs points qui se ressemblent, mais j'aimerais que vous encercliez les deux ou les trois qui sont à votre avis ceux auxquels le gouvernement du Canada devrait le plus porter attention.

- Examinons chacun des points séparément : avez-vous encerclé celui-là? **EXAMINER CHAQUE POINT INDIVIDUELLEMENT**
 - Pourquoi est-ce là un enjeu auquel le gouvernement devrait porter attention?
 - Pourquoi pensez-vous qu'il ne s'agit pas d'un point important pour le gouvernement à l'heure actuelle?
 - **SI LE POINT EST ENCERCLÉ :** Y a-t-il des mesures spécifiques que le gouvernement pourrait prendre pour régler le problème?
- Y a-t-il quelqu'un qui sait quel est le taux de chômage présentement?

CLARIFIER AU BESOIN :

Le taux de chômage est présentement de 5,6 %, soit le plus bas niveau depuis que Statistique Canada a commencé à mesurer les données comparables il y a un peu plus de 40 ans.

- Que pensez-vous en entendant cela?
 - Est-ce que cela vous surprend?
 - Est-ce que cela reflète adéquatement le marché de l'emploi?
 - Est-ce que cela vous fait sentir mieux par rapport à la situation face à l'emploi au Canada?

Environnement

30-40 minutes

(Moncton; Vancouver Nord; Kitchener; Saskatoon)

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de l'environnement dernièrement?
 - Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose à propos d'un enjeu qui touchait à la fois le gouvernement du Canada et l'environnement?

Exercice n° 3 : J'ai un document à vous distribuer dans lequel on énonce plusieurs choses sur lesquels le gouvernement du Canada travaille ainsi que des mesures qu'il pourrait prendre pour le bien de l'environnement. Je vous demanderais d'encercler les trois points les plus importants selon vous.

Lorsque vous aurez terminé avec votre sélection, veuillez placer un 'X' à côté des choses qui selon vous ne devrait PAS être faites par le gouvernement, ou celles avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord.

- Avant de passer en revue les points que vous avez sélectionnés, y a-t-il dans le document des points dont le gouvernement ne devrait **pas** s'occuper, des points avec lesquels vous n'êtes pas d'accord? Pourquoi?
- Quels sont les plus importants selon vous (ceux que vous avez sélectionnés)? Pourquoi?
- Manque-t-il quelque chose dans cette liste?
- Avez-vous déjà entendu parler du plan du gouvernement du Canada de fixer un prix à la pollution?
VOTE À MAIN LEVÉE
 - **SI OUI** : Qu'avez-vous entendu récemment?

SEULEMENT À KITCHENER ET SASKATOON :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait l'intention de fixer un prix à la pollution à l'échelle du pays. Chaque province devait établir ses propres plans avant la fin 2018.

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il fixera un prix à la pollution pour les quatre provinces qui n'ont pas de système en place, à savoir l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick.

Dans le cadre de ce système, les particuliers et les entreprises devront payer un certain montant calculé en fonction des émissions de carbone qu'ils produisent. Tous les revenus ainsi obtenus en Ontario resteront en Ontario : 90 % seront remis directement aux résidents sous la forme de mesures incitatives, ce qui permettra à chaque foyer d'obtenir en moyenne 300 \$. 10 % seront remis aux petites entreprises, aux hôpitaux et aux écoles.

CONTEXTE POUR L'ANIMATEUR :

- Le système fédéral de fixation de prix à la pollution par le gaz carbonique fixe un prix par tonne d'équivalent de dioxyde de carbone produite. Il est composé de deux parties :
 - un système d'échange pour les grandes industries, le « système de tarification fondé sur le rendement »;
 - une redevance sur les combustibles fossiles.
- Bien que le prix de la pollution ne sera pas directement facturé aux particuliers, le gouvernement s'attend à ce que certains des coûts leur soient transférés de différentes façons, par exemple l'augmentation du prix du chauffage ou de l'électricité.
- Pour la plupart des familles dans ces quatre provinces, l'Incitatif qu'elles recevront sera supérieur au coût qu'elles paient pour la pollution.

- Comprenez-vous bien comment ce système de prix de la pollution fonctionnera? **VOTE À MAIN LEVÉE**
 - Comment expliqueriez-vous ce plan?
 - Quelles sont les parties du plan que vous comprenez bien?
 - Quelles en sont les parties que vous ne comprenez pas?
- Aviez-vous déjà entendu que vous alliez recevoir l'Incitatif à agir pour le climat au début de cette année?

- Huit familles sur 10 vont recevoir un paiement supérieur à ce qu'elles ont payé pour la pollution. En sachant cela, changez-vous d'avis à propos du programme?

DANS TOUS LES LIEUX

- Pensez-vous que le Canada devrait jouer un rôle de chef de file à l'échelle internationale pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques? **VOTE À MAIN LEVÉE**
 - **SI OUI** : À quel point est-il important selon vous que le Canada joue un rôle de chef de file? Pourquoi dites-vous cela?
 - **SI NON** : Pourquoi le Canada ne devrait-il pas jouer un rôle de chef de file selon vous?
- Le Canada est un vaste pays qui connaît d'importantes variations causées par le climat et la météo. Parmi vous, y en a-t-il qui ont remarqué récemment ou il y a un certain temps des changements touchant la météo ou le climat à l'échelle locale?
 - **SI OUI** : Qu'avez-vous remarqué?
 - Ces changements vous ont-ils affecté? Si oui, de quelle façon?
- Quand on parle de pollution produite par personne, à quel rang le Canada se situe-t-il à l'échelle mondiale selon vous? En d'autres mots, pensez-vous que nous sommes l'un des plus grands pollueurs, plutôt dans la moyenne ou l'un des plus faibles pollueurs du monde?

CLARIFIER AU BESOIN :

Puisque nous devons chauffer nos maisons en hiver, que nous avons une grande qualité de vie et que nous sommes nombreux à avoir une voiture, les Canadiens produisent en fait plus de pollution par personne que la plupart des autres peuples.

- Certaines personnes pensent que si le Canada souhaite vraiment réduire les émissions qu'il produit, la population va devoir apporter quelques changements à son mode de vie. Que pensez-vous de cet argument, vous semble-t-il valide? Pourquoi? Pourquoi pas?
- Certains de nos compatriotes sont déjà en train d'apporter des changements à leur mode de vie, tandis que d'autres ne le font pas. Et vous, où vous situez-vous? Avez-vous apporté des changements à votre mode de vie ou n'a-t-il pas changé depuis les 5 dernières années?
 - **S'IL A CHANGÉ** : Qu'est-ce qui vous a motivé à y apporter des changements?
 - **S'IL N'A PAS CHANGÉ** : Qu'est-ce qui vous décourage d'y apporter des changements?
- Qui influence votre opinion en matière de changements que vous devez apporter à votre mode de vie face aux changements climatiques? De quelle façon? Pourquoi? Pourquoi pas?

Garde Côtière

(Moncton; Vancouver Nord; Québec)

30 minutes

- Nous allons maintenant parler brièvement de la Garde côtière canadienne. Nous allons entrer dans quelques détails dans un instant, mais je voudrais d'abord que vous écriviez un adjectif que vous utiliseriez pour décrire la Garde côtière canadienne en fonction de vos connaissances.
 - **QUESTIONNEZ** : Pourquoi avez-vous choisi ce mot?

- **QUESTIONNEZ** : Pensez-vous que le mot « essentiel » est une bonne façon de décrire la Garde côtière canadienne? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Avez-vous récemment vu, lu ou entendu parler de la Garde côtière canadienne, le cas échéant?
 - Et avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose que le gouvernement du Canada a fait récemment ou envisage de faire avec la Garde côtière canadienne?
 - **SI OUI** : Et où avez-vous vu / lu / entendu cela? Télévision, journal, médias sociaux (si oui, de quelles chaînes, Facebook, Twitter, Instagram)?
- Dans l'ensemble, pensez-vous que le gouvernement du Canada fait du bon ou du mauvais travail dans la gestion de la Garde côtière canadienne? Pourquoi?
- Pensez-vous que la Garde côtière fait du bon ou du mauvais travail? Pourquoi? (Si possible)

Exercice n° 4 : J'ai un document contenant diverses choses sur lesquelles la Garde côtière canadienne travaille ou pourrait travailler. J'aimerais que vous entouriez les deux que vous considérez comme les plus importantes.

- Choisissez un item que vous avez encerclé – Pourquoi est-ce important?

Exercice n° 5 : Gardant à l'esprit que le gouvernement du Canada a de nombreuses responsabilités et qu'il doit établir des priorités lorsqu'il décide de dépenser de l'argent, veuillez encercler les deux éléments de la liste ci-dessous qui, selon vous, devraient être la priorité numéro un pour investir dans la Garde côtière canadienne.

- Choisissez une priorité que vous avez encerclée - pourquoi avez-vous choisi cet élément comme priorité absolue?
- Y a-t-il des éléments de la liste sur lesquels le gouvernement du Canada ne devrait pas dépenser d'argent? Pourquoi?
- Si je vous disais que l'âge moyen des navires actuellement en service à la Garde côtière canadienne est de 35 ans, cela changerait-il votre opinion sur ce qui devrait être une priorité?
- Nous avons évoqué la possibilité de construire de nouveaux navires, mais différents types de navires pourraient être construits, y compris de nouveaux brise-glaces. Pensez-vous que la constitution d'une flotte de brise-glaces au Canada devrait être une priorité? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - **QUESTIONNEZ SI NÉCESSAIRE**: Pensez-vous que le travail effectué par les brise-glaces du Canada est important? Pourquoi ou pourquoi pas?

Occasions économiques pour les jeunes
(Moncton; Vancouver Nord; Québec)

30 minutes

- Je veux parler un peu des jeunes Canadiens. Pour les besoins de cette discussion, considérons les personnes âgées de 20 à 35 ans environ.
- Pensez-vous que les jeunes Canadiens ont une situation plus facile ou plus difficile que les générations précédentes?

- De quelle façon?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada accorde plus ou moins d'attention aux jeunes par rapport aux groupes plus âgés?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire ça?
 - Qu'est-ce que le gouvernement a fait spécifiquement pour aider les jeunes Canadiens?

POSER LES QUESTIONS RESTANTES SEULEMENT AUX GROUPE DE DISCUSSION DES PLUS JEUNES

- Quels sont les plus grands défis auxquels font face les jeunes Canadiens ces jours-ci?

Exercice n° 6 : J'ai un document contenant une liste de choses que le gouvernement pourrait faire pour aider les jeunes. Je veux que vous classiez les trois sur lesquels vous pensez qu'ils devraient le plus se concentrer - 1-2-3.

Regardons chaque élément un à la fois...

- Qui a classé cet élément parmi les trois premiers?
 - Pourquoi est-ce important?
 - Qu'aimeriez-vous que le gouvernement fasse pour régler cette situation?
- **SI UNE PRIORITÉ MOINDRE:** Pourquoi est-ce que cela n'est pas une priorité?

Exercice n° 7 : Je veux parler un peu plus de l'abordabilité du logement. J'ai un document qui énumère 5 problèmes. Je veux que vous classiez ceux que vous voyez comme les plus gros problèmes 1-2-3.

Regardons chaque élément un à la fois...

- Qui a classé cet élément parmi les trois premiers?
 - Pourquoi est-ce important?
 - Qu'aimeriez-vous que le gouvernement fasse pour régler cette situation?
- **SI UNE PRIORITÉ MOINDRE:** Pourquoi est-ce que cela n'est pas une priorité?
- Peu importe l'ampleur du problème, pour lesquels des éléments sur cette liste pensez-vous que le gouvernement du Canada pourrait vraiment faire quelque chose afin d'améliorer la situation? Et quelles sont les choses qui, selon vous, échappent à leur contrôle?
- Comment vous sentiriez-vous si le gouvernement du Canada mettait en place un programme visant à aider les gens à acheter leur première maison?

***Carrousels d'images de Service Canada
(Kitchener; Saskatoon)***

15 minutes

Nous vous présentons trois options pour rafraîchir les images utilisées par Service Canada dans les carrousels (bannières). Ces écrans sont affichés dans les Centres Services Canada et les sites temporaires de Service Canada établis dans diverses communautés. Ils sont également affichés lors de foires à l'emploi et d'autres événements semblables partout au pays. Ils indiquent au public où se trouvent les représentants

de Service Canada, afin qu'ils puissent répondre aux questions qui concernent les programmes et services du gouvernement du Canada et offrir leur aide.

Remarque : Les trois options seront présentées en même temps afin de maximiser l'efficacité (15 minutes environ) et de permettre une analyse comparative.

- Quelles sont vos premières impressions devant ces trois options? Y en a-t-il une que vous préférez? Pourquoi? **VOTE À MAIN LEVÉE**

Poser les questions suivantes après avoir accordé 1 à 2 minutes aux participants pour examiner davantage les options.

- Après avoir examiné les options d'un peu plus près, laquelle préférez-vous? **VOTE À MAIN LEVÉE**
Passée la première impression, choisiriez-vous autre chose? Pourquoi?
- D'après vous, quelle option reflète le mieux les valeurs de Service Canada? **VOTE À MAIN LEVÉE**
Laquelle associez-vous le plus à Service Canada? Pourquoi?
- Y a-t-il quelque chose en particulier qui vous déplaît dans ces options? Pourquoi?
- Pensez-vous que l'utilisation d'icônes dans la deuxième et la troisième option convienne?
 - Y a-t-il des icônes qui vous plaisent tout particulièrement?
 - Y a-t-il des icônes qui vous semblent inappropriées?
- Quelle formulation préférez-vous : « Au service des gens », « Ici pour vous » ou rien du tout? Pourquoi?
- Quelle adresse URL préférez-vous voir sur les images : Canada.ca ou Canada.ca/servicecanada? Pourquoi?

Remerciements et clôture

Notre discussion est maintenant terminée. Au nom du gouvernement du Canada, je vous remercie de nous avoir accordé votre temps et de nous avoir fait part de vos commentaires.

Feuille d'exercices

Exercice n° 1 – La situation face à l'emploi

Exercice n° 2 – La situation face à l'emploi

Diminution du nombre d'emplois

Sécurité d'emploi

Manque d'emplois

Manque d'occasions d'emploi pour les jeunes

Manque d'occasions d'avancement professionnel

Formation pour l'acquisition et le renouvellement de compétences

Les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie

Exercice n° 3 – L'environnement

Bâtir plus de 1 000 projets de transport en commun (trains légers sur rail, autobus, stations, gares, métro, etc.) pour aider les Canadiens et Canadiennes dans leurs déplacements

Doubler la quantité de zones naturelles protégées au pays

Encourager les nouvelles occasions d'affaires et créer des emplois dans les industries de demain

Financer de nouvelles bornes pour recharger les véhicules électriques

Aider les collectivités et les familles à s'adapter aux climats extrêmes

Aider les familles et les entreprises à économiser de l'argent grâce à l'efficacité énergétique

Améliorer l'efficacité énergétique dans les nouveaux logements pour personnes à faibles revenus

Introduire un prix à la pollution de sorte que ce ne soit plus gratuit de polluer

Investir dans l'énergie propre et éliminer progressivement le charbon, pour un air plus pur et une meilleure santé

Protéger nos océans, nos lacs et nos rivières contre la pollution plastique

Exercice n° 4 – La Garde côtière canadienne

Assurer la sécurité des Canadiens en mer

Protéger les routes navigables commerciales

Défendre la souveraineté du Canada dans les endroits éloignés

Soutenir la recherche scientifique dans les zones marines

Faire le suivi et réagir aux changements de l'écosystème marin dus aux changements climatiques

Stimuler l'économie par la construction et la modernisation des navires dans les chantiers navals canadiens

Exercice n° 5 – La Garde côtière canadienne

Construire de nouveaux navires pour renouveler la flotte de la Garde côtière

Entretenir et moderniser les navires existants pour renouveler la flotte de la Garde côtière

Élargir le mandat de la Garde côtière pour appuyer les activités de sécurité nationale

Achat de nouveaux équipements innovants pour moderniser les capacités de la Garde côtière

Élargir la présence des garde-côtes dans l'Arctique pour défendre notre souveraineté

Investir dans la conservation des zones marines

Recruter et accroître l'effectif de la Garde côtière

Exercice n° 6 – Les jeunes

Créer des emplois pour les étudiants afin qu'ils puissent acquérir une expérience professionnelle

Aider les jeunes familles à supporter le coût d'élever des enfants

Augmentation des programmes de formation professionnelle et d'apprentissage

Rendre plus abordable pour les gens d'acheter leur première maison

Soulager la dette des étudiants

Renforcer le Régime de pensions du Canada pour aider les gens à épargner en vue de leur retraite

Exercice n° 7 – Les jeunes

Les acheteurs étrangers achètent des maisons dans lesquelles ils ne comptent pas habiter, ce qui fait monter les prix

Les investisseurs achètent des maisons et les retapent (revendent) sans y vivre, ce qui fait monter les prix

Le coût élevé d'un versement initial

Le coût élevé des paiements hypothécaires

Le manque de logements